



Photo de Uriel Sinai / Stringer via Getty Images

Rapport Annuel 2019:
Une Action Coordonnée
visant la Localisation de
l'ODD16+ dans les
Contextes Fragiles et
Touchés par des Conflits



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'Etat (CSPPS)

Une Action Coordonnée visant la Localisation de l'ODD16+ dans les Contextes Fragiles et Touchés par des Conflits



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

Rapport Annuel 2019:

**Une Action Coordonnée visant la Localisation
de l'ODD16+ dans les Contextes Fragiles et
Touchés par des Conflits**

Tables des matières

Avant-Propos	5
Résumé	6
Liste des acronymes et abréviations	8
1. À propos de la CSPPS	10
Notre identité, Ce que nous faisons, Notre stratégie	10
Ce qui nous démarque	11
Comment travaille la Plateforme	12
La CSPPS dans le monde en 2019	13
Introduction	15
2. Réseau	16
Coordination de l'action de la société civile concertée dans le contexte de l'IDPS et des politiques connexes	17
Récit d'un membre	21
3. Amplifier	23
Amplifier la voix de la société civile dans les contextes fragiles et touchés par des conflits	24
Récit d'un membre	27
Le Rapport 'Ready to Engage'	29
Amplifier les Voix de la Société Civile au Travers de Communications et de Canaux de Diffusion	30
4. Lobby	31
Influencer les Politiques pour Consolider l'Inclusion de la Société Civile dans les Dialogues à Tous Niveaux	32
Réflexion de la Société Civile	36
Voices of SDG16+: Stories for Global Action Campaign	37
Le Forum Politique de Haut Niveau 2019 (FPHN)	39
La Réunion Annuelle 2019 de CSPPS, Plus Forts Ensemble: Action Coordinée pour la Localisation de l'ODD16+	41
5. Communication et Diffusion	43
6. Aperçu de la Stratégie de 2020... Puis vint la COVID-19	47

AVANT-PROPOS

C'est avec grand plaisir que je vous accueille au rapport annuel de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS). L'année 2019 fut fructueuse en termes de travail accompli. Tout d'abord, la CSPPS souhaite remercier sincèrement tous ses partenaires dans le monde, et en particulier l'UE/DEVCO, le ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) et le ministère néerlandais des Affaires Etrangères, dont les subventions nous ont permis d'être d'une efficacité sans précédent, ainsi que Stichting Cordaid, pour leur engagement continu et pour l'hébergement du Secrétariat de la Plateforme au cours des dernières années.

L'année 2019 a été marquée par de nombreux avancements et changements pour la Plateforme, que ce rapport vous présentera. Renforcer la voix et les capacités par une action coordonnée de la société civile est au cœur de la mission de la CSPPS et fait partie de notre engagement dans le Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État (IDPS) et les processus politiques connexes.

En 2019, les membres de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État ont rassemblé leurs enseignements, intégré ces expériences et mis en évidence les principales exploits, qui sont mis en évidence dans ce rapport. Je suis reconnaissant pour les précieuses contributions de nos membres et partenaires lors des temps forts de l'année dernière, qui ont été la participation de nos membres au Forum Politique de Haut Niveau 2019 et à la réunion annuelle à Addis-Abeba, pour n'en citer que quelques-uns. La CSPPS est honorée de présenter ces histoires dans ce rapport sur le travail et les activités de la Plateforme en 2019.

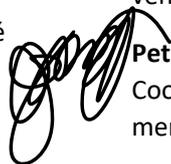
2019 était la première année de la subvention de fonctionnement de deux ans qui nous a été

accordée par l'UE/DEVCO, ce qui en a fait une année spéciale pour la CSPPS. Les activités de la Plateforme en 2019 ont été rendues possibles grâce au soutien financier apporté par l'UE/DEVCO, le MEAE et Cordaid (par le biais de son partenariat stratégique avec le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas).

Depuis 2012, la coordination de la CSPPS et l'hébergement de son secrétariat sont gérés par Cordaid, l'une des principales ONG aux Pays-Bas. Cordaid a obtenu la reconnaissance de son rôle de rassembleur et a bénéficié d'un échange de contexte dans les forums internationaux pertinents et d'un engagement direct avec d'autres parties prenantes de la CSPPS. Dans les pays où le partenariat stratégique (PS) de cinq ans entre Cordaid et le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas est mis en œuvre, des efforts sont faits pour assurer l'optimisation des liens et la synergie entre les approches et les activités stratégiques, et pour garantir la fertilisation croisée des expériences et l'apprentissage commun. L'alignement et la synergie seront également développés avec les activités au niveau national des autres organisations membres de la CSPPS.

La CSPPS souhaite exprimer sa sincère gratitude et sa reconnaissance pour le généreux soutien reçu et se réjouit de la poursuite de la collaboration avec tous les partenaires de la CSPPS dans le cadre du Dialogue International et au-delà.

Toujours attachés à notre mission principale de renforcer la voix et la capacité de la société civile dans les processus de consolidation de la paix et du renforcement de l'État, la Plateforme et ses membres travaillent à la prévention des crises et à une paix et un développement véritablement durables dans le monde entier. Nous sommes convaincus de pouvoir y parvenir grâce à votre soutien et partenariat au cours des années à venir.



Peter van Sluijs

Coordinateur du Secrétariat de la CSPPS et
membre du Comité exécutif de la CSPPS

RÉSUMÉ

L'année 2019 a été cruciale pour la CSPPS parce qu'elle a marqué la première année de la subvention opérationnelle de deux ans accordée par la Commission européenne, EU/DEVCO (A5).

Le soutien au niveau national est une priorité pour la CSPPS car il permet à nos membres de poursuivre leurs activités stratégiques de développement et de renforcement de la voix de la société civile au niveau national, régional et/ou mondial. En 2019, la CSPPS a été en mesure d'apporter son soutien à dix propositions de projets au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry, au Nigeria, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Togo, au Népal, en Sierra Leone et au Yémen.

La CSPPS s'intéresse grandement à se lier avec les acteurs de la société civile dans les pays qui ne sont pas encore liés à la Plateforme ou dans les pays où le programme de consolidation de la paix et de renforcement de l'État (CP/RE) n'a reçu jusqu'à présent qu'une attention limitée. En 2019, la Plateforme a augmenté sa capacité d'adhésion au Yémen, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Danemark, à la Libye, au Cameroun, à l'Ouganda et à l'Inde.

Le travail de la Plateforme relatif à l'amplification de la voix de la société civile a été le mieux illustré en 2019 par plusieurs activités de sensibilisation organisées par la CSPPS. Celles-ci se sont concentrées sur l'augmentation de la voix de la société civile vis-à-vis de l'IDPS, de l'Agenda 2030 et des processus politiques connexes, tant au niveau national qu'international. Cette année, la Plateforme a participé, coorganisé et/ou facilité des sessions clés, des tables rondes et des débats en marge d'événements tels que la Commission sur la Condition des Femmes (CSW), le Forum ODD16+, le Forum régional africain sur le développement durable 2019, la retraite de l'UNOCA, la Conférence ODD16 de

Rome, la Conférence annuelle du Conseil Universitaire des Nations Unies (ACUNS), le Festival mondial d'action pour le développement durable, le Forum SIPRI sur la paix et le développement et de nombreuses autres réunions et conférences cruciales dans le domaine de la consolidation de la paix. Ces activités ont souvent été organisées conjointement avec des partenaires clés comme le PNUD, la FMANU, le Réseau TAP, GPPAC, Saferworld et/ou mises en scène dans le cadre du partenariat IDPS.

La CSPPS identifie la participation significative et inclusive de la société civile dans les examens nationaux volontaires (ENV) et le processus menant au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) 2019 comme des opportunités stratégiques pour soutenir et amplifier la voix de la société civile dans les pays dans lesquels la Plateforme est présente et qui ont été examinés en 2019. Le projet "Rapport pour l'Avenir" (cofinancé par le ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères) a permis à la CSPPS d'assurer - à différents niveaux selon le contexte politique - l'inclusion, la participation et la contribution significatives des OSC nationales et locales (notamment par des actions de sensibilisation ciblées visant à impliquer les organisations de jeunes et de femmes) pendant les étapes de consultation et de validation du processus des ENV en Côte d'Ivoire, en RCA, au Tchad, en Sierra Leone et au Timor-Leste grâce à des ateliers d'orientation et de sensibilisation et des ateliers de développement des capacités, organisés au niveau national. En outre, et dans le cadre du partenariat avec le Réseau TAP, la Plateforme a coorganisé des ateliers au Nigeria et au Rwanda.

Lors du FHNP en juillet, la CSPPS a (co-)organisé plusieurs événements parallèles (y compris l'événement "Voices of SDG16+"), réunissant des représentants de chaque pays qui ont travaillé sur le processus ENV pour

parler, partager et contribuer à la discussion autour de l'ODD16+. Dans le contexte des ENV et du FHPN en 2019, la CSPPS s'est associée au Réseau TAP, à Saferworld, à l'IPI et à onze autres OSC dans la campagne vidéo "Les Voix de l'ODD16+ : histoires pour une action globale". La campagne a demandé aux gens et aux partenaires du monde entier de partager leur contribution à l'avancement de l'OD16+ dans leur propre communauté ou pays par le biais de courtes vidéos représentant leur travail en action. Ces vidéos ont par la suite qui ont été postées sur un site web avant le déroulement du FHPN et les meilleures vidéos ont été présentées lors de l'événement du FHPN "Voices of SDG16+ Policy Forum: Public Event. Exploring Voices campaign, civil society role in Goal 16" le 11 juillet. Les candidats sélectionnés de la société civile ont été parrainés pour assister à l'événement en personne.

En 2019, la CSPPS a poursuivi sa participation active et son engagement dans les processus d'évaluation de la fragilité tels qu'ils ont été planifiés et mis en œuvre dans les pays sélectionnés du G7+. L'intégration des principes et des outils du New Deal (tels que les évaluations de la fragilité) dans les processus politiques liés à l'Agenda 2030, ainsi que dans les programmes de prévention des conflits et de maintien de la paix en général, constitue une contribution précieuse à ces processus et peut par la suite éclairer les processus de planification de développement national.

Avec la mise en place de la nouvelle vision de la paix et du document stratégique de l'IDPS, la plateforme a travaillé à l'opérationnalisation de ses priorités thématiques - à savoir la cohésion nationale, l'égalité des sexes et le secteur privé

promoteur de la paix - qui ont suscité une réflexion stratégique, un positionnement et une planification de la part des membres de l'IDPS. La CSPPS a lancé une discussion interne à ce sujet parmi les membres de la Plateforme afin d'identifier et de délimiter le rôle et la contribution potentiels de la société civile pour commencer à mettre en œuvre la Vision de paix 2019-2021 de l'IDPS en 2020.

Depuis 2012, la coordination de la CSPPS et l'hébergement de son secrétariat sont gérés par Cordaid, l'une des principales OSC de consolidation de la paix aux Pays-Bas. Cordaid a obtenu la reconnaissance de son rôle de rassembleur et a bénéficié d'un échange de contexte dans les forums internationaux pertinents et d'un engagement direct avec d'autres parties prenantes de l'IDPS. Dans les pays où le partenariat stratégique (PS) de cinq ans entre Cordaid et le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas est mis en œuvre, des efforts sont faits pour assurer l'optimisation des liens et la synergie entre les approches et les activités stratégiques, ainsi que pour assurer la fertilisation croisée des expériences et l'apprentissage commun. L'alignement et la synergie seront également développés avec les activités au niveau national des autres organisations membres du CSPPS.

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AAPRD	Académie Asiatique pour la Paix, la Recherche et le Développement
ACP	Alliance Civile pour la Paix
ACUNS	Conseil Académique sur le Système des Nations Unies
AGNU	Assemblée Générale des Nations Unies
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CE	(CSPPS) Comité Exécutif
CEPSEDA	Centre d'Etudes pour la Paix, la Sécurité et le Développement en Afrique
Cordaid	Catholic Organisation for Relief and Development Assistance
CSDEA	Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies
CSPPS	Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
CSW	Commission pour la condition de la Femme
DEVCO	Direction Générale de la Coopération internationale et du développement de la Commission européenne
ECOSOC	Conseil économique et social de l'ONU
EFTC	Etats fragiles et touchés par des conflits
ENV	Examen National Volontaire
EP	(CSPPS) Equipe Pays
FCV	Fragilité, Conflit et Violence
FDP	Forum de Développement Politique
FNDP	Forum National sur la Dette et la Pauvreté
FMANU	La Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
FPHN	Forum Politique de Haut Niveau
G7+	Gouvernements des états fragiles et touchés par des conflits
GERDDES	Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Économique et Social en Afrique
GPEDC	Partenariat Global pour la Coopération au Développement Efficace
GPPAC	Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés
GR	CSPPS Groupe Restreint
GT	Groupe de Travail
IDLO	Organisation internationale du droit du développement
IDPS	Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat
INCAF	Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (OCDE)
IPI	Institut International pour la Paix
JED	Journées européennes du développement
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
ND	New Deal pour l'engagement dans les Etats Fragiles
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODDs	Objectifs de Développement Durable
ODDI	Organisation pour le Développement Durable et Intégrée de la Guinée
OING	Organisation Internationale non-gouvernementale
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies

OPF	(CSPPS) Organisation Point Focal
OSC	Organisation de la Société Civile
PDN	Plan de développement national
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PS	Partenariat Stratégique
PSG	Objectifs de consolidation de la paix et Renforcement de l'État
PSED	Partenariat des organisations de la société civile sur l'efficacité du développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RGD	Réunion du Groupe de Direction de l'IDPS
RPA	Rapport pour l'Avenir
SC	Société Civile
SFCG	Search for Common Ground
SIPRI	Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
SOMO	Centre de Recherche sur les corporations multinationales
TAP	Réseau pour la transparence, la responsabilité et la participation
UE	Union Européenne
UNHQ	Siège des Nations Unies
UNOCA	Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale
UNOY	United Network of Young Peacebuilders
FPS	Femmes, Paix, Sécurité
JPS	Jeunesse, Paix et Sécurité
YWBO	Youth Without Borders Organisation for Development

À propos de la CSPPS

NOTRE IDENTITÉ

- **NOTRE IDENTITÉ:** la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) est un réseau international dirigé par ses membres et composé d'acteurs de la société civile, de praticiens, d'experts et d'universitaires des pays du Sud et du Nord qui travaillent ensemble à la prévention des conflits et des crises, à la consolidation de la paix et au renforcement de l'État dans plus de 27 pays fragiles et touchés par un conflit.
- **NOTRE VISION:** à la CSPPS, nous nous efforçons de créer une collaboration internationale qui puisse apporter une paix durable et un développement inclusif pour tous.

CE QUE NOUS FAISONS:

- **NOTRE MISSION:** notre mission est de renforcer la voix et la capacité de la société à s'engager efficacement et à influencer la consolidation de la paix et le renforcement de l'État en tant que contribution essentielle à la prévention des crises et en faveur d'une paix durable et du développement pour tous.
- **NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT:** si nous façonnons et influençons les structures mondiales et nationales de manière qu'elles puissent faire face

aux sources de conflits destructeurs et qu'elles renforcent la résilience, les pays et leurs citoyens seraient moins susceptibles de recourir à un conflit violent, car ils auraient les moyens de gérer leurs griefs et d'améliorer la qualité de leurs vies.

▪ NOS OBJECTIFS:

- Renforcer et élargir l'engagement et l'inclusion de la société civile dans la consolidation de la paix, le renforcement de l'État et la prévention des crises ;
- Influencer les politiques de prévention, de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et de développement grâce à des valeurs de consolidation de la paix;
- Façonner et imprégner le Dialogue international, les ODD et les processus humanitaires avec les valeurs de consolidation de la paix.

NOTRE STRATÉGIE:

- **RÉSEAU:** Nous soutenons les OSC locales et nationales basées dans des environnements fragiles qui souhaitent travailler ensemble sur un agenda commun et former une équipe nationale ou une plateforme pour s'organiser sous la bannière CSPPS afin de gagner en coordination, cohérence, efficacité et visibilité.
- **AMPLIFIER:** nous travaillons pour amplifier la voix de la société civile – à travers nos membres et par le biais des équipes de pays de la CSPPS – en lui donnant les moyens et les ressources nécessaires pour renforcer ses capacités afin qu'elle puisse identifier, participer et contribuer en

tant qu'acteur à part entière dans les domaines de la formulation des politiques stratégiques et de la mise en œuvre.

- **LOBBY:** nous offrons à nos membres la possibilité d'assister à des forums et à des événements internationaux stratégiques pour représenter le point de vue de la société civile sur la Plateforme et exprimer les besoins et les aspirations de leurs constituantes et des populations locales.

CE QUI NOUS DÉMARQUE

- **NOUS CONCENTRONS NOS EFFORTS SUR LES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE LOCALE :** au cours des dernières années, les initiatives et programmes de consolidation de la paix et de renforcement de l'État ont apporté un soutien croissant aux organisations de la société civile, rappelant ainsi l'importance croissante de ces groupes dans la coopération pour le développement et reconnaissant leur rôle tant au niveau national qu'international. Il s'agit là d'une tendance particulièrement présente dans les sociétés en phase de transition. Une transition de sociétés en guerre à des sociétés pacifiques, justes et inclusives que nous soutenons pleinement et dont nous faisons partie.
- **NOUS RELIONS LE SUD ET LE NORD :** la CSPPS est un réseau composé d'organisations de la société civile (OSC), de praticiens, d'experts et d'universitaires aussi bien des pays du nord que du sud, et qui s'efforce dès lors de favoriser un dialogue permanent entre les deux sphères sur les tendances clés et émergentes et les questions politiques.

▪ **NOUS SOMMES PARTIE INTEGRANTE DE LA STRUCTURE UNIQUE DE L'IDPS :** la CSPPS fait partie d'une architecture plus vaste appelée [Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État \(IDPS\)](#). Ce qui rend le Dialogue international unique dans son genre dans l'environnement actuel de la consolidation de la paix, c'est sa structure tripartite exclusive, qui permet de réunir autour de la table des représentants de gouvernements d'États fragiles, de donateurs internationaux et d'acteurs de la société civile. Le Dialogue international offre un espace formel au sein duquel la société civile peut exprimer ses préoccupations sur des aspects cruciaux et des questions brûlantes de l'agenda de la consolidation de la paix.

▪ **NOUS AGISSONS SUR L'ODD 16 + EN TRAVAILLANT SUR LES PRINCIPES DU NEW DEAL :** la CSPPS aborde le [Programme de développement durable à l'horizon 2030 sous l'angle de l'ODD 16](#). L'objectif de développement durable 16 fait référence à la paix, à la justice et à des institutions efficaces. Par ailleurs, il 16 est étroitement lié à un certain nombre d'autres objectifs, notamment l'objectif 5 (égalité entre les sexes), l'objectif 10 (réduction des inégalités) et l'objectif 13 (actions pour le climat). L'interdépendance entre ces objectifs et la nécessité de les aborder ensemble est décrite dans le terme général « ODD 16+ ». [Les principes du New Deal](#) » (PSG, FOCUS et TRUST) guident les actions des membres de la CSPPS concernant l'ODD 16+. Il convient de noter qu'un certain nombre de ministères européens des Affaires étrangères ont soit fait référence aux principes du New Deal dans leurs documents d'orientation nationaux (France), soit incorporé ces principes dans leur approche de politique d'aide au développement international (Allemagne, Pays-Bas et Suisse).

COMMENT TRAVAILLE LA PLATEFORME

AU SEIN DU DIALOGUE INTERNATIONAL

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS – également appelée dans le présent rapport la Plateforme), coordonne et soutient la participation de la société civile au **Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS)**.

L'IDPS est un partenariat inclusif qui facilite l'apprentissage conjoint, l'action et la responsabilité mutuelle pour soutenir une consolidation de la paix qui soit inclusive et efficace entre les donateurs (INCAF), les gouvernements des pays fragiles et touchés par un conflit (g7+) et la société civile (CSPPS). Le Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité (INCAF) est un réseau unique composé des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) et des principales agences multilatérales travaillant dans des contextes touchés par la fragilité et les conflits. Le g7+ est une association volontaire de pays qui sont ou ont été touchés par un conflit et traversent actuellement une transition vers la prochaine étape de développement.

Ce partenariat tripartite inclusif a permis de négocier le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles. Celui-ci vise à mettre fin aux solutions fragmentées en promouvant un cadre global pour une action cohérente qui a pour objectif d'aider les pays à sortir de la fragilité et des conflits. Les principes du New Deal (PSG, FOCUS et TRUST), qui guident les actions des trois groupes constitutifs de l'IDPS afin de relever les défis et de réaliser les objectifs liés à l'ODD 16+, sont au cœur du New Deal.

STRUCTURE INTERNE

À la base, notre réseau héberge des coalitions d'organisations de la société civile (OSC) au sein de pays du g7+ (ou non g7+), coordonnées au niveau national par une **Organisation de Points Focaux (OPF)**. Dans le

cadre de la CSPPS, les OPF réunissent des coalitions locales de la société civile dans les **Equipes-Pays (EP)** de la CSPPS, et ainsi fournissent des analyses, mènent des activités de plaidoyer, coordonnent des activités (renforcement des capacités, sensibilisation et diffusion auprès des médias) dans leur pays d'origine et aident les acteurs de la société civile à participer à des réunions convoquées par les parties prenantes des gouvernements et des donateurs.

Le **Groupe Restreint (GR)** est le principal forum de la CSPPS où l'engagement et le leadership dans les processus de consolidation de la paix sont discutés et décidés. Le Groupe de Restreint est composé de représentants désignés issus des OPF, de membres de la CSPPS et d'experts internationaux.

Le **Comité Exécutif (CE)** élu fonctionne en tant que sous-ensemble des membres et assiste le Secrétariat dans la prise de décision au quotidien, donne des orientations et des avis sur les problèmes et les priorités de la Plateforme et examine l'utilisation des Budget de la CSPPS, entre autres responsabilités.

Le **Secrétariat** facilite le fonctionnement du Groupe de base et du Comité exécutif ainsi que la participation de la société civile aux événements IDPS. Il génère et diffuse des informations sur les activités de nos membres.

Ensemble, le Groupe Restreint, le Comité Exécutif et le Secrétariat travaillent à amplifier la voix de la société civile, à renforcer le réseau de la société civile travaillant pour la consolidation de la paix et à faire en sorte que les membres et les représentants de la société civile soient inclus et participent en tant qu'acteurs et agents, plutôt que destinataires ou évaluateurs, au sein de l'IDPS et des instances de prise de décision liées à la consolidation de la paix. Ils œuvrent également pour que la société civile soit largement et significativement représentée dans les processus nationaux.

LA CSPPS DANS LE MONDE EN 2019

À la fin de l'année 2019, la CSPPS jouit d'une présence dans 19 des 20 pays du g7+ (officiellement reconnus comme étant en situation de fragilité), l'Afghanistan, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, le Liberia, Sao Tomé et Príncipe, la Sierra Leone, les Iles Salomon, le Timor Leste, la Somalie, le Yémen, la Papouasie Nouvelle-Guinée, le Sud Soudan et le Togo. Cette présence s'est manifestée sous forme d'équipes-pays, d'organisations points focaux ou de contacts individuels.

De plus, la CSPPS est présente dans 8 pays non-membres du g7+ qui présentent des dimensions de fragilité similaires : le Cameroun, l'Inde, le Kenya, la Libye, le Népal, le Nigéria, le Sénégal, le Zimbabwe.

Enfin, la Plateforme comprend des membres d'ONG internationales issus de 8 pays du nord, à savoir l'Australie (Peacifica), la Belgique (SFCG), le Danemark (RIKO et Conducive Space for Peace), l'Allemagne (FriEnt et World Vision Intl) le Royaume-Uni (Integrity Action, Conciliation Ressources, Saferworld, International Alert), les États-Unis (Alliance for Peacebuilding, CDA, Intl Budget Partnership, SFCG, Interpeace), en Suisse (Swisspeace) et les Pays-Bas (Cordaid, GPPAC, Oxfam Novib, UNOY, SEMA).

Le réseau de membres de CSPPS dans son entièreté compte à ce jour plus de 800 organisations de la société civile dans sa structure.

19

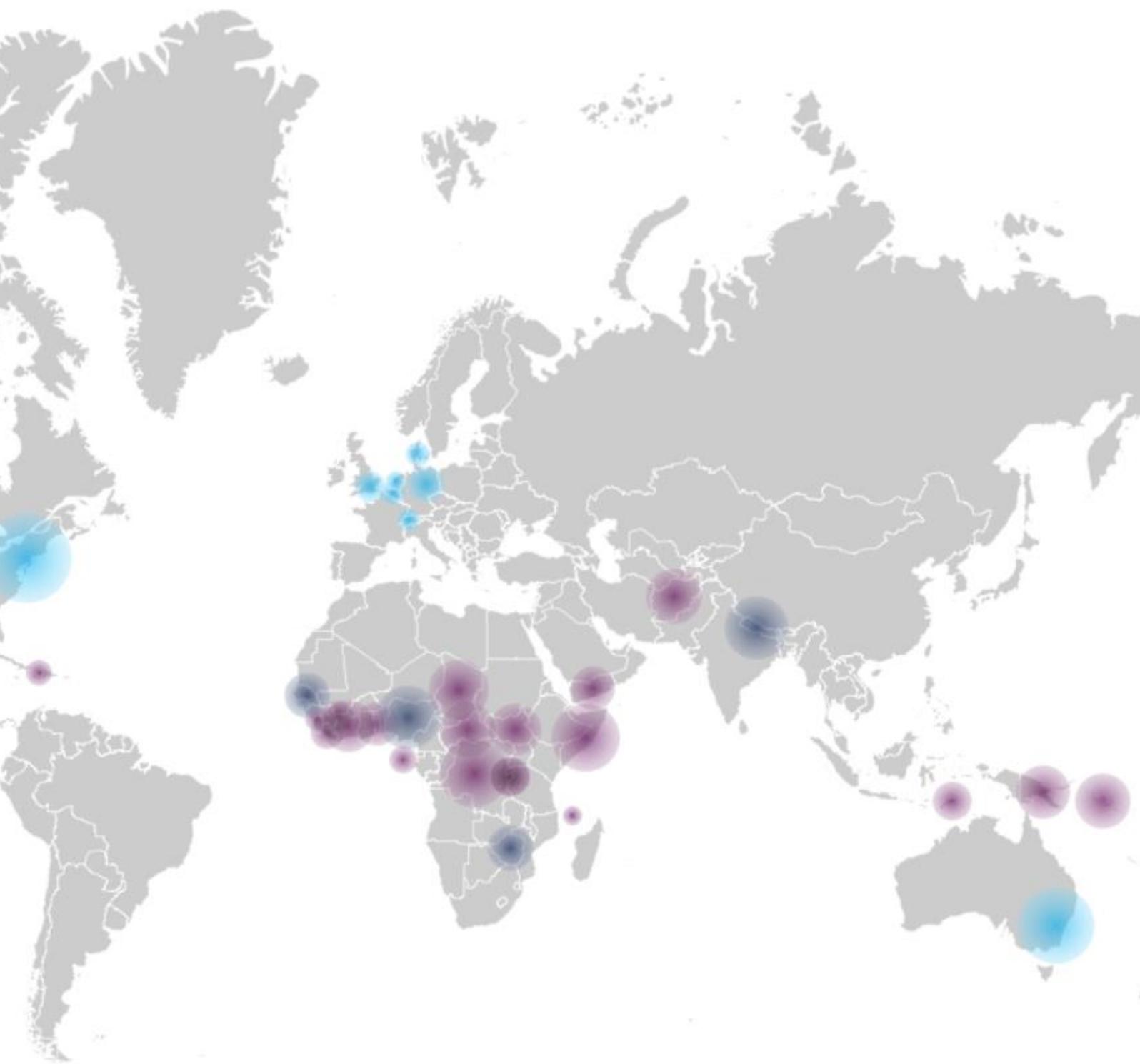
Équipes de pays
d'OSC du g7+ et
contacts
individuels

8

Équipes de pays
d'OSC non-
membre du g7+
et contacts
individuels

20

20 membres OING
dans 11 pays
partenaires



INTRODUCTION

En 2019, la CSPPS n'a cessé de consolider et de professionnaliser son réseau. Le soutien apporté par la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (EU/DEVCO) nous a permis de nous développer, en créant une plus grande ouverture et une plus grande échelle pour atteindre les objectifs fixés. Le rapport annuel 2019 décrit la première année de mise en œuvre de la subvention de fonctionnement conclue par EU/DEVCO A5 et Cordaid (au nom de la CSPPS). Le rapport détaille les informations et l'analyse de la mise en œuvre des activités pour 2019, et sert également de référence pour les activités prévues pour la période restante de la deuxième année de la subvention en 2020.

La crise COVID-19 génère un système complexe de mesures et de restrictions dans de nombreux pays où la Plateforme est active. La COVID-19 a des implications directes sur notre plan de travail et sur d'autres activités qui étaient prévues en relation avec les activités de soutien dans les pays. Cela nous incite à envisager des options alternatives afin de poursuivre ce travail et de réunir le réseau et ses membres. En même temps, ce manque de clarté génère un certain niveau d'incertitude quant à notre capacité, en tant que Plateforme, à soutenir nos membres locaux afin de poursuivre leur travail ou d'ajuster, d'adapter ou de réorienter certaines des activités prévues. Le fait est que de nombreuses mesures contextuelles prises perturbent la capacité à mettre en œuvre les activités prévues et/ou à soutenir les réponses locales à la pandémie en cours.

Le soutien de la Commission européenne a permis à la CSPPS de poursuivre et d'étendre son travail, assurant à ce que la société civile contribue de manière significative aux processus politiques nationaux et internationaux de consolidation de la paix et de construction de l'État, de s'associer avec l'UE au niveau mondial et avec les délégations de l'UE dans les États fragiles pour conduire la mise en œuvre des feuilles de route de l'UE pour l'engagement avec la société civile, et d'assurer la liaison et de travailler avec les délégations de l'UE pour sauvegarder et renforcer le rôle de la société civile dans la prévention des conflits et le maintien de la paix au niveau national.

Nos activités ont été mises en œuvre avec souplesse, répondant aux nouveaux défis, opportunités et idées au fur et à mesure de leur apparition, tout en s'efforçant de faire progresser nos plans et objectifs existants.

RÉSEAU

Coordination de l'action de la société civile concertée dans le cadre de l'IDPS et des domaines politiques connexes

Au cours de l'année 2019, la CSPPS s'est efforcée d'atteindre son objectif de réseau - qui est au cœur de la mission de la Plateforme- de différentes manières : de la rénovation des mécanismes internes jusqu'à la mise en place de projets ciblés pour les équipes nationales. Ces activités disparates sont notamment liées par notre engagement à renforcer les sociétés civiles aux niveaux national et international de deux manières. Premièrement, en renforçant les capacités et la coordination au niveau national par l'intermédiaire de nos points focaux et de nos équipes nationales. Deuxièmement, en plaidant conjointement en faveur d'une approche inclusive de la consolidation de la paix à l'échelle de la société tout entière dans les enceintes internationales, de l'IDPS au FPHN.

Parmi nos principales activités dans le cadre de cet objectif stratégique, nous avons facilité 10 projets dans 10 pays visant à construire la paix conformément aux principes de l'IDPS/New Deal et de l'ODD16+, qui renforcent en outre les capacités, l'expérience et le pouvoir de rassemblement de nos équipes nationales. Nous avons permis à de nombreux points focaux nationaux et à leurs collègues de participer à des formations et des débats internationaux, et nous avons servi de plateforme pour l'échange d'expertise et des meilleures pratiques entre les activistes de la société civile de différents pays qui, autrement, opéreraient en parallèle plutôt que conjointement.

Nous avons en outre établi une présence dans un certain nombre de nouveaux pays, à savoir le Cameroun, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Libye et l'Ouganda. En outre, nous avons intensifié notre présence au Togo et au Yémen. Enfin, certains aspects de notre administration interne visant à améliorer la communication et la coordination au sein de la Plateforme ont également été remaniés.

Une nouvelle Equipe Pays pour CSPPS au Togo!



[Une opportunité s'est présentée pour les organisations de la société civile locale et nationale togolaises qui travaillent sur les questions de paix, de sécurité et de développement.](#) Depuis l'adhésion du Togo au groupe g7+ et, par conséquent, aux principes du New Deal, les OSC togolaises s'étaient organisées il y a quelques années pour mettre en place une équipe nationale dirigée par un point focal. Ceci afin d'assurer une liaison tripartite entre le gouvernement togolais, les OSC togolaises et la CSPPS.

Cependant, cette première expérience d'EP n'avait pas donné de résultats durables. La faiblesse des capacités organisationnelles et

les événements sociopolitiques survenus en 2017 avaient rendu l'équipe non-opérationnelle. Il a donc fallu organiser une réunion nationale pour renforcer les capacités et mettre en place une nouvelle équipe nationale, avec la nomination d'un point focal CSPPS, et d'autres postes clés. Ceux-ci devaient d'une part interagir avec les autres OSC et d'autre part soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de son projet phare, le Plan national de développement (PND).

L'avènement du PND 2018-2022 du gouvernement togolais, le travail du Comité des OSC sur les ODD et le lancement de la Peace Vision 2019-21 de l'IDPS ont fourni ensemble une opportunité pour la société civile togolaise travaillant sur les questions de paix, de sécurité et de développement, d'unir leurs forces à travers une seule EP CSPPS. Cela a permis à l'équipe de gagner en force, en cohérence, en efficacité et d'établir sa légitimité pour initier une relation de travail productive avec le gouvernement.

Le Secrétariat de la CSPPS et le point focal de la CSPPS en RDC ont animé un atelier de renforcement des capacités sur les liens entre le PND du Togo, l'Agenda 2030 et les principes du New Deal. Ces ateliers reflètent la valeur ajoutée de la CSPPS, permettant aux membres de la Plateforme de bénéficier de l'expertise des autres membres. Nous avons en outre contribué à faire connaître la nouvelle EP au gouvernement (le point focal du G7+ et le ministère de la Planification et de la Coopération au développement, par exemple), ainsi qu'aux délégations locales des partenaires techniques et financiers (PTF), aux délégations de l'UE et aux acteurs des Nations Unies par une série de visites de courtoisie.

En 2019 une des priorités de la CSPPS était de tendre la main à la société civile dans les pays où la CSPPS n'est pas encore présente pour catalyser, initier et soutenir les trajectoires de construction de coalitions!

Nous nous sommes efforcés d'établir des points focaux CSPPS dans les pays et, si possible, d'engager un groupe plus large d'acteurs de la société civile autour des programmes de consolidation de la paix et de prévention des conflits au sein du FCAS. En ce qui concerne l'Agenda 2030, la CSPPS s'est engagée à utiliser les principes du ND comme prisme et lentille à travers lesquels nous nous engageons et influençons les activités de localisation des ODD, et nous veillons à ce que des processus de consultation inclusifs et participatifs soient mis en place. Afin de soutenir la formation d'une large coalition d'acteurs de la société civile qui pourrait éventuellement assurer la liaison avec la Plateforme, la CSPPS a souhaité établir des liens avec les acteurs de la société civile dans les pays qui ne sont pas encore liés à la Plateforme ou avec les pays où le programme de consolidation de la paix et de renforcement de l'État a reçu un accueil limité. Depuis janvier 2019, la CSPPS a pris des contacts pour établir des liens avec des réseaux et/ou des organisations de la société civile travaillant sur les questions de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.

Suite à ces efforts et au lancement du nouveau site web de la CSPPS, la Plateforme a reçu un nombre encourageant de nouvelles demandes d'adhésion. En 2019, les neuf nouvelles organisations suivantes ont rejoint la Plateforme : The Political Development Forum (Yémen), PEACE Foundation Melanesia (Papouasie-Nouvelle-Guinée), SEMA (Ouganda), The Peacebuilding Project (Inde), Association Rayons de Soleil (Cameroun), Conducive Space for Peace (Danemark) et Tamazight Women's Movement (Libye). Grâce à ces ajouts à la plateforme - dans la mesure où le secrétariat conserve une capacité suffisante pour fournir un soutien efficace - la CSPPS a pu renforcer les équipes nationales existantes et chercher à en créer de nouvelles dans les pays où nos nouveaux membres sont nos premiers points de contact.

Le 63^{ème} anniversaire de la Commission sur le Statut de la Femme (CSF) et l'événement parallèle du Dialogue International sur la consolidation de la Paix et le renforcement de l'Etat



En marge de la 63^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CSF) aux Nations Unies à New York en mars 2019, les membres de la CSPPS et le Secrétariat ont participé à un événement parallèle dirigé par l'IDPS mettant en évidence ["la centralité de l'égalité des sexes pour la cohésion nationale et la consolidation durable de la paix"](#) pour faire avancer la mise en œuvre de l'ODD16+ à la Mission permanente du Canada aux Nations

Unies. Cette manifestation comprenait des discussions sur trois priorités thématiques identifiées dans la Vision de Paix de l'IDPS : le renforcement de la cohésion nationale, la promotion de l'égalité des sexes et du programme "Femmes, paix et sécurité", et le soutien au secteur privé promouvant la paix dans les États fragiles et touchés par des conflits.

Les intervenants ont partagé leurs réflexions sur les progrès, les défis et les opportunités en matière d'égalité des sexes, de consolidation de la paix et de cohésion nationale. La discussion a inclus des contributions de représentants de la société civile des pays touchés par des conflits qui font partie de la CSPPS.

Depuis 2011, la CSPPS préconise des solutions permettant d'attirer l'attention sur les questions et les objectifs liés aux femmes, à la paix et à la sécurité dans le contexte de l'IDPS. La réunion a, entre autres, contribué à sensibiliser le Secrétariat aux questions d'actualité relatives à l'égalité des sexes, qui fait à la fois partie de l'ODD16+ et depuis peu, un élément de la Peace Vision de l'IDPS.

La CSPPS appelle à une participation significative des femmes et des institutions représentatives dans la conception et la mise en œuvre des activités du plan de travail de l'IDPS, et soutient les efforts visant à renforcer les capacités de toutes les parties prenantes de l'IDPS à intégrer davantage le genre dans les processus de consolidation de la paix et de construction de l'État.

La Peace Vision 2019–21 de l'IDPS

Les membres de l'IDPS se sont réunis lors de la réunion du groupe de direction à Lisbonne, Portugal, afin de finaliser et d'approuver la [Peace Vision 2019-21 de l'IDPS](#).

La CSPPS était

représentée à la réunion par quatre représentants d'OSC du Nigeria, d'Allemagne, d'Afrique du Sud et de Guinée-Bissau, ainsi que par un membre du Secrétariat.

Grâce aux efforts collectifs de chacun des groupes d'intérêt de l'IDPS, ses se sont engagés à progresser sur les priorités thématiques de la Peace Vision 2019-21 :

renforcer la cohésion nationale ; faire progresser l'égalité des sexes et le programme pour les femmes, la paix et la sécurité ; et soutenir un secteur privé promoteur de la paix.

Par la suite, en juillet, le secrétariat de l'IDPS a organisé une réunion ministérielle à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies pour lancer officiellement la Peace Vision 2019-21 lors d'un événement parallèle au FPHN de 2019. La Peace Vision est un programme qui s'appuie sur d'autres déjà existants, tout en s'inspirant du rapport "Pathways for Peace" des Nations unies et de la Banque mondiale.

L'événement parallèle a réuni avec succès les trois groupes d'intérêt de l'IDPS dans le cadre du processus d'ENV de l'ODD16. Le président du comité exécutif de la CSPPS, Theophilus Ekpon du Nigeria, a pris la parole devant un panel de trois personnes lors de l'événement de lancement, ainsi qu'un représentant de l'OCDE et le ministre de l'économie de la RCA.



« La CSPPS cherche à contribuer de manière constructive à l'élaboration de déclarations communes de l'IDPS sur des questions mondiales et normatives, qui bénéficient

L'IDPS offre un espace reconnu et formalisé pour aborder ces questions, donnant ainsi forme à notre contribution à la Peace Vision. À cette fin, le Secrétariat de la CSPPS a mis en place trois groupes de travail dans la perspective de notre réunion annuelle de 2019 à Addis-Abeba, chacun composé de plusieurs membres des OSC locales ainsi que des ONGI membres de la Plateforme. Cela a

servi à préparer les discussions d'Addis-Abeba, cela a donné l'occasion aux membres de la CSPPS du Nord et du Sud de partager leurs points de vue sur la façon dont ils veulent donner forme à la contribution de la société civile à la mise en œuvre de la Peace Vision de l'IDPS.



Les groupes de travail ont été l'occasion pour nos membres de contribuer à façonner la position de la CSPPS sur cet agenda en apportant leur expérience et leurs points de vue au débat, d'identifier les liens avec le plan de travail 2018-2021 de la CSPPS, mais aussi de participer à l'élaboration de la réunion annuelle 2019 de la CSPPS en décembre. Chaque groupe de travail a eu l'occasion de présenter ses résultats et conclusions préliminaires au reste des membres et partenaires de la CSPPS pour discussion et approbation ultérieure des plans de suivi.

Les objectifs des groupes de travail ont été atteints. Tout d'abord, nous avons développé une compréhension commune sur la mise en œuvre de la Peace Vision de l'IDPS par la CSPPS, et sur quels aspects la contribution de la Plateforme pourrait être particulièrement pertinente. Deuxièmement, nous avons identifié et saisi les points de vue communs de la Plateforme, les opinions divergentes et avons créé des recommandations préliminaires sur ces priorités thématiques afin de jeter les bases pour commencer à définir une position de la CSPPS sur ces sujets pour l'action future de la société civile en 2020 et au-delà.

RÉCIT D'UN MEMBRE



Réunion de direction du comité de l'IDPS – IDPS 2019-21 Peace Vision

28 Juin 2019, Lisbonne

Par Udé Faty (Voz di Paz, Guinée-Bissau)

DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT

Le 28 juin 2019, la réunion du comité de direction de l'IDPS a accueilli la Peace Vision 2019-21 de l'IDPS et a engagé les trois composantes de l'IDPS (INCAF, g7+ et CSPPS) à collaborer pour la réalisation de ses objectifs. La Peace Vision fournit un cadre clair pour la mise en œuvre de l'ODD16+ et du programme de paix durable dans les zones touchées par le conflit. Elle comprend dix engagements à l'échelle de l'IDPS pour faire avancer les trois priorités thématiques de la Vision. Lors de cette réunion, chacun des trois groupes d'intérêt de l'IDPS a présenté les engagements de ses membres lors de la réunion de direction. Udé Faty, point focal pour la Guinée-Bissau et membre du comité exécutif, représentait la Plateforme.

TÉMOIGNAGES

La réunion a connu des moments remarquables et particuliers qui ont renforcé l'esprit de la synergie tripartite des institutions constitutives de l'IDPS et ont montré l'importance de cette structure pour le bien-être des états fragiles en particulier. Ensemble, nous relevons les défis pour la réalisation des objectifs de développement durable pour l'amélioration des conditions de vie des communautés. Dans le cadre de ce cheminement commun, les 3 parties constituantes ont soutenu et se sont engagées à rendre ce qu'elles ont appelé la Peace Vision 2019-2021 de l'IDPS, qui a été définie en décembre 2018.

Le premier moment significatif a été la réunion parallèle de partage des OSC, où j'ai pu faire connaissance et interagir avec les autres membres de la Plateforme. Cette interaction préalable a été pour moi une leçon importante en matière d'organisation, de planification et de coordination. C'est aussi un moment d'échange direct et plus profond, où nous avons pu partager les attentes, les stratégies et les actions de chacun.

La réunion de l'IDPS a été un moment de partage plus large avec d'autres institutions, renforçant les échanges d'expérience et d'apprentissage, plus essentiellement sur les mécanismes de mise en œuvre de l'Agenda 2030 basés sur les principes du New Deal. Les témoignages des représentants des gouvernements et des donateurs sur leurs institutions, leurs ambitions et leur engagement respectifs sont également remarquables, car ils révèlent l'ambition partagée ainsi que la nécessité pour les différentes sphères d'avancer ensemble vers la réalisation d'objectifs communs.

J'étais particulièrement intéressée par le fait que le PNUD partage son point de vue sur les ODD par le biais des principes du New Deal de participation et d'inclusion pour tous. Cette communication était basée sur la réunion de Freetown, en Sierra Leone, à laquelle j'ai pu participer en tant que point focal d'un pays qui ayant déjà réalisé son évaluation de fragilité et a donc pu partager son expérience en matière de communication conjointe avec un point focal du gouvernement.

Les actions que les différents membres de l'IDPS mènent ont également été partagées par les structures respectives, et l'engagement important de la CSPPS et ses membres en a clairement émergé. La nécessité de renforcer encore les échanges entre les institutions est également apparue, au fur et à mesure que les avantages que présentent le renforcement local des institutions et le sentiment de sociétés plus inclusives devenaient évidents. Cependant, je pense que les échanges pourraient être encore plus forts si les membres des équipes de pays pouvaient participer à tous les jours de la réunion et avoir un moment d'échange, pays par pays.

La réunion a renforcé ma volonté de travailler encore plus pour la consolidation de la paix, et a renforcé ma confiance dans mes propres capacités et dans ma fonction de membre d'une OSC jouant un rôle important dans la réalisation des ODD, et en particulier de l'ODD16+. La discussion sur les trois piliers de la vision de l'IDPS - cohésion nationale, égalité des sexes et secteur privé - a été particulièrement intéressante, et le partage de l'engagement de chaque structure ou partie constituante souligne l'importance de chaque aspect.

Cependant, la réunion a suscité une réflexion approfondie sur la coordination entre la société civile et le gouvernement, et sur la manière dont nous pouvons, ensemble, renforcer cette coordination afin de réaliser un espace de dialogue permanent dans le pays entre les OSC et le gouvernement avec l'aide du PNUD. La réalisation de ce dialogue répondrait au besoin d'une forme de gouvernance plus inclusive et participative : le prélude d'un État fort et d'une paix durable.

Néanmoins, pour que cela se produise efficacement, le gouvernement, en tant que premier détenteur de l'initiative du New Deal et des politiques locales, doit encore augmenter son niveau d'engagement dans le processus en créant des instruments qui facilitent la pleine participation de la société civile à l'exercice de la gouvernance.

« La réunion a renforcé ma volonté de travailler encore plus pour la consolidation de la paix, et a renforcé ma confiance dans mes propres capacités et dans ma fonction de membre d'une OSC jouant un rôle important dans la réalisation des ODD, et en particulier de l'ODD16+. »

AMPLIFIER

Amplifier la voix de la société civile dans les contextes fragiles et touchés par des conflits

En 2019, le deuxième objectif stratégique de la CSPPS, "Amplifier", a été axé sur l'amplification des capacités des sociétés civiles à influencer les processus de consolidation de la paix à tous les niveaux, des gouvernements locaux aux forums internationaux.

Au cours de l'année 2019, nous avons cherché à intégrer cet objectif dans toutes nos activités afin de nous assurer que, dans tout ce que nous faisons avec nos membres d'OSC, nous leur fournissons des outils, du savoir-faire et des points d'entrée pour renforcer leur position en assurant que la paix soit construite sur une base inclusive.

Les 10 projets que nous avons facilités dans 8 pays, ainsi qu'un nouveau rapport de recherche produit en partenariat avec un sous-ensemble de nos membres, sur l'engagement avec le secteur privé dans la poursuite de la paix, une priorité thématique de la Peace Vision 2019-21 de l'IDPS, méritent d'être soulignés dans le cadre de cet objectif.

Cibler les trajectoires de renforcement des capacités conçues et mises en œuvre avec succès

Le CSPPS a cherché à fournir des conseils et un soutien pour sélectionner les efforts déployés au niveau des pays afin de participer efficacement et d'influencer les processus de consolidation de la paix et de construction de l'État. En 2019, le Secrétariat de la CSPPS a lancé deux appels à propositions pour permettre à nos membres de mener des activités stratégiques afin de renforcer la société civile aux niveaux national, régional, international et/ou mondial.

Au total, 10 projets ont été soutenus dans 8 pays : Fontaine ISOKO (Burundi), ODDI (Guinée), CSDEA (Nigeria), PEACE Foundation Melanesia (Papouasie-Nouvelle-Guinée), Floraison (Togo), War Trust for Children (Sierra Leone), AAPRD (Népal) et YWBOD (Yémen).

Ce soutien a aidé les organisations de la société civile à organiser des consultations et des discussions afin de recueillir les points de vue des citoyens sur les principaux processus

dans leur pays, et de canaliser ces points de vue au niveau de l'IDPS et d'autres forums internationaux pertinents pour l'élaboration des politiques. Outre les résultats spécifiques obtenus par chaque projet, le fait même de mener des projets entre plusieurs OSC - entièrement dirigées par des organisations locales - a contribué à consolider et à renforcer les sociétés civiles dans les pays où les projets soutenus par la CSPPS ont eu lieu, en avantageant la coordination à long terme. Les projets ont été les suivants :

(A) Au [Burundi](#), le projet "Revitalisation du groupe de travail sur le New Deal et les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité" a été mis en œuvre. Ce projet consistait à revitaliser le groupe de travail sur le New Deal et sur les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité, et à renforcer les OSC burundaises en vue d'un plaidoyer et d'une appropriation nationale des engagements en matière de développement



Les représentants de plusieurs ministères ont assisté à un atelier national sur le New Deal et les ODD, suivi par une commission sur le New Deal. Cela a été l'occasion de présenter les réalisations de l'EP burundaise et de rappeler les liens entre ces programmes globaux. Parallèlement, les liens entre les Plans Nationaux de Développement (PND) et le New Deal ont aussi été soulignés. Les membres d'OSC de l'EP ont fait des recommandations pour les suivis du New Deal et des ODD. Ce projet a servi à améliorer la capacité de notre PF burundais à réunir des OSC locales et à renforcer la société civile du Burundi dans son entièreté en pointant certains éléments en direction d'un agenda commun. Elle a également contribué à favoriser des relations productives entre les OSC et des segments du gouvernement et des médias.

(B) L'Equipe-Pays [Guinéenne](#) de la CSPPS a organisé un atelier national à Mamou pour renforcer les capacités des OSC et renforcer les principes du New Deal et des ODD au niveau de leur situation domestique fragile. La réalisation de cet atelier national a rendu possible le renforcement des capacités des acteurs de la société civile, ainsi que la capitalisation sur les réalisations du New Deal et des ODD en République de Guinée. De plus, grâce à la redynamisation de l'EP guinéenne, un deuxième projet a été soutenu en 2019 dans le prolongement du précédent, intitulé « Donner aux militants de la société civile et aux élus municipaux les moyens d'utiliser la médiation comme moyen de prévention, de

résolution des conflits et de développement communautaire en République de Guinée » Etant donné que la situation actuelle est caractérisée par un climat politique tendu, ce projet avait pour visée d'être une réponse nationale de la société civile, dans son rôle de direction, d'alerte initiale, de prévention et de résolution des conflits avec des activités structurées dans les capitales des régions et sous-régions administratives. Cela a aidé à transformer les conflits en des opportunités potentielles pour le développement durable et la coexistence pacifique.

(C) Au [Népal](#), l'EP de la CSPPS a mis en œuvre un projet, réalisant des analyses de conflits, afin de persuader les organisations de la société civile d'élaborer des programmes de renforcement de la paix et de construction de l'Etat. Le fait de soutenir des ONG népalaise de renforcement de la paix a contribué et aidé le gouvernement à limiter et/ou à transformer un conflit potentiel, lequel avait été analysé comme advenant durant la phase de mise en application du nouveau système politique ; cela avec l'approche appropriée, stratégique, du Népal. Aussi, le projet a élargi la coalition de la société civile au Népal autour de la mise en œuvre du ND/ODD, facilitant une action concertée, et donc plus efficace, en vue de la construction d'une paix durable.



Par ailleurs, une équipe de chercheurs a réalisé l'analyse de conflit prévue, après avoir mené des entretiens informatifs essentiels, avec des agents du gouvernement, aux niveaux fédéral, provincial et local, ainsi qu'avec des représentants d'ONG. Le rapport

publié a été diffusé auprès des agents de tous les échelons du gouvernement, des OSC et des acteurs internationaux concernés.

(D) Au [Nigeria](#), l'EP de la CSPPS a mené plusieurs activités axées sur l'éducation et la mobilisation de divers acteurs, dont le gouvernement, la société civile ([y compris les groupes de jeunes](#)) et les donateurs, pour travailler à la mise en œuvre des principes de l'IDPS et du New Deal en prévision de l'adhésion éventuelle du Nigeria au G7+, et donc de l'IDPS. Un autre objectif était d'explorer comment l'IDPS, le New Deal et la résolution 2250 du CSONU pourraient soutenir la mise en œuvre de l'ODD6 de manière durable, ce qui était très opportun étant donné que le Nigeria entreprend son ENV en 2020.



(E) Pour le [Yémen](#), le projet « La Voix de la Paix Yéménite – Supporter et Engager la Coalition de la SC dans le Support de la Paix » a été mis en œuvre par la Civil Alliance for Peace, une coalition nouvellement établie de 11 OSC yéménites réputées, dont Youth Without Borders Organisation for Development (YWBO), membre de la CSPPS. Le projet s'est fixé pour objectif d'élaborer une stratégie efficace et globale visant à adapter les cadres internationaux aux conditions locales du Yémen, afin de soutenir le processus de paix dans ce pays. Il a contribué à renforcer la CAP pour qu'elle puisse travailler stratégiquement en termes d'influence sur les politiques de prévention, de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et de développement au Yémen. Dans le cadre de ce projet, une série de 3

vidéos a été produite, intitulée "A Case for Yemen", chacune abordant ses propres sujets. La première s'intitulait "From protection to conflict prevention in the world's worst humanitarian crisis", mettant l'accent sur l'importance de la prévention, et non seulement de la réaction. La seconde s'intitulait "Development programs as intervention", portant sur le développement et la résilience. La vidéo finale, nommée "The Triple Nexus: a better alternative than Humanitarian Response", met en lumière les liens entre la paix, l'action humanitaire et l'action axée sur le développement. Trois semaines après la sortie de la série, la campagne avait atteint près de 80 000 personnes et plus de 5 000 ont participé activement à la campagne. Regardez les vidéos sur [le site internet de la CSPPS](#) !

(F) Cohésion nationale. L'une des thématiques prioritaire de l'IDPS a été le gros plan sur le projet géré par la Sierra Leone : War Trust for Children in [Sierra Leone](#). Il s'est concentré sur la présentation d'une vision claire, de priorités stratégiques ainsi que de recommandations politiques et pratiques sur la cohésion, et sur la manière dont il peut à la fois s'appuyer sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et sur les principes du New Deal en les faisant progresser. La mise en œuvre a contribué de manière significative à l'approfondissement de la discussion sur le renforcement de la cohésion nationale en Sierra Leone, en particulier dans le contexte politique actuel. Les discussions se sont concentrées sur la mise en place d'institutions politiques inclusives et sur la redéfinition du contrat social national afin de promouvoir l'inclusion, la prospérité partagée et, par conséquent, la paix.

RECIT D'UN MEMBRE



La Voix de la Paix Yéménite – Supporter et Engager la Coalition de la SC dans le Support de la Paix
Décembre 2019, Yémen.

Par Maged Sultan (YWBOD)

DESCRIPTION DE PROJET

Ciblant une coalition d'OSC nationales appelée Civil Alliance for Peace (CAP), constituée de 11 organisations de la société civile yéménite réputées, dont YWBOD, le projet a permis d'améliorer le parcours stratégique de consolidation de la paix de cette coalition et ses performances sur le terrain. Le projet a permis d'élaborer et de mettre en place un plan stratégique pour la CAP, en tant que coalition nationale de la SC, afin de travailler à la consolidation de la paix de manière stratégique, en tenant compte des dispositifs internationaux, tels que le New Deal, le Dialogue international pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), les ODD et la stratégie de la CSPPS. Plus précisément, quant aux contextes et aux besoins locaux et nationaux au Yémen: Depuis lors et conformément à ses objectifs stratégiques, CAP a commencé à collecter des fonds et a récemment obtenu un financement pour un projet visant à renforcer la cohésion locale et nationale. Ce projet est financé par le DIFID en partenariat avec Chemonics, Deep Roots et le Yemen Polling Centre.

TÉMOIGNAGE

En tant que membre de la CSPPS ayant des bases communes de construction de la paix dans les pays fragiles, YWBOD est engagé dans le soutien de la construction de la paix au Yémen. La CSPPS par son soutien financier, en technique et consultatif, était le partenaire le plus approprié pour la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de propositions de projets. Dans ce projet, la CSPPS a partagé ses connaissances, que YWBOD a impliquées dans sa mise en œuvre. Le soutien de la CSPPS ont été une source de motivation pour YWBOD et son personnel pour une mise en œuvre efficace et des résultats probants.

L'adhésion de YWBOD à la CSPPS est une force réelle, car elle ouvre de nouveaux horizons en termes de représentation au niveau mondial. Grâce à la coordination de la CSPPS et à une communication efficace avec les acteurs internationaux, YWBOD a été représenté à l'évènement international du Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies en juillet 2019. En raison des restrictions de visa, le secrétariat de la CSPPS a représenté YWBOD et son activisme pour la consolidation de la paix au Yémen. Cela a renforcé la présence et la participation de YWBOD dans les événements internationaux.

L'adhésion de YWBOD à la CSPPS renforce également sa valeur et sa considération auprès des acteurs nationaux et locaux au Yémen. Les communautés locales, les acteurs et les autres OSC locales considèrent YWBOD comme une OSC de haut rang en raison de son appartenance à des réseaux internationaux comme la CSPPS. Elles reconnaissent l'accès aux acteurs et aux décideurs au niveau international que cette appartenance leur offre; ce qui renforce leur interaction positive avec les activités et les projets de YWBOD. Dans son accès aux acteurs internationaux, l'appartenance de YWBOD à la CSPPS est toujours mise en évidence, soutenant la volonté d'accéder aux acteurs qui reconnaissent la valeur ajoutée d'une plateforme telle que la CSPPS. YWBOD a pu obtenir des fonds pour des projets de consolidation de la paix de différents donateurs comme l'UNFPA, CARPO et d'autres, ce qui selon moi était en partie grâce à notre lien avec la CSPPS.

La meilleure façon pour YWBOD d'amplifier les voix locales au niveau international est d'adhérer à un réseau international efficace tel que la CSPPS. C'est ce qui est apparu évident lors de notre entretien avec le secrétariat de la CSPPS et dans son article y faisant suite, intitulé "Faire face à deux fronts : COVID-19 pendant la guerre civile au Yémen". Avec la contribution de la CSPPS, cela a permis de faire entendre la voix du Yémen au niveau mondial.

Une communication efficace, l'échange d'informations et d'expériences, ainsi que le soutien technique et financier, sont d'une grande valeur pour YWBOD et nous aide à maintenir une efficacité au niveau des performances. Cela se produit toujours grâce à la communication efficace que le Secrétariat de la CSPPS entreprend.

“ La meilleure façon pour YWBOD d'amplifier les voix locales au niveau international est d'adhérer à un réseau international efficace tel que le CSPPS. C'est ce qui est apparu évident lors de notre entretien avec le secrétariat de la CSPPS et dans son article y faisant suite, intitulé "Faire face à deux fronts : Covid-19 pendant la guerre civile au Yémen.”



Vous pouvez regarder la courte série de 3 vidéos produites par notre partenaire yéménite YWBOD et CAP [ici](#). Elles mettent en lumière plusieurs stratégies de prévention et de développement qui contribuent à renforcer la résilience des communautés locales contre le risque de récurrence de la violence.

La consolidation et le renforcement des coalitions de la société civile au niveau des pays garantissent que la société civile devienne partie intégrante de la consolidation de la paix et de l'élaboration des politiques de développement au niveau national

Oxfam Novib, le Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO) et la CSPPS ont fait paraître en Décembre le rapport [“Ready to engage? An introduction for civil society organisations and other stakeholders on the role of business in fragile and conflict-affected settings”](#). Le rapport était commissionné par Oxfam Novib et le SOMO en collaboration avec la CSPPS. Il présente une réflexion sur le rôle que le secteur privé peut jouer dans les milieux fragiles et affectés par des conflits, et comment la société civile peut y participer. Cela pour s'assurer que des entreprises n'exacerbent pas les conflits, mais contribue plutôt à la paix et à la stabilité. En tant que tel, le rapport s'ajoute à la discussion sur la façon dont la CSPPS peut soutenir le Dialogue International dans la mise en œuvre de cet aspect de la Peace Vision.

Dans le cadre de la réunion annuelle de 2019 de la CSPPS à Addis-Abeba, la CSPPS, SOMO et Oxfam Novib ont officiellement lancé le rapport en tant qu'élément contribuant à la mise en œuvre de la troisième priorité thématique de la CSPPS: un secteur privé promoteur de la paix. L'événement de lancement a été l'occasion de présenter les principales conclusions du rapport et de recueillir des réflexions sur la façon de rendre cette priorité thématique opérationnelle pour les groupes d'intérêt de l'IDPS, les membres de la CSPPS et d'autres parties prenantes pertinentes. L'une des conclusions a été qu'au niveau national, la société civile peut collaborer avec les gouvernements pour inclure des chapitres sur les droits de l'Homme et les droits des femmes dans les accords entre les gouvernements fragiles et le secteur privé. À cet égard, les acteurs ont besoin d'aide pour élaborer la législation et pour être efficaces dans le dialogue avec les partenariats stratégiques (PS) et les outils de traçabilité afin de rester en conformité avec les accords conclus. En outre, les OSC ont la possibilité d'agir au niveau mondial, par exemple en plaidant à la faveur de l'établissement de normes et en collaborant avec d'autres acteurs à cet égard.



An introduction for civil society organisations and other stakeholders on the role of business in fragile and conflict-affected settings

November 2019



Amplifier les voix de la Société Civile au travers de canaux de communication et de diffusion

En 2019, six EP de la CSPPS de Côte d'Ivoire, de République Centrafricaine, du Tchad, de Sierra Leone, de Timor-Leste et du Nigéria, ont participé et contribué aux processus d'Examens Nationaux Volontaires (ENV), dirigés par les gouvernements et aux consultations pour reporter sur les progrès réalisés en vue de l'implantation nationale de l'Agenda de 2030 pour le Développement Durable. Les résultats préliminaires et les leçons tirées la première édition de cette année du projet « Rapport pour l'Avenir » de la CSPPS, indique que **les processus d'ENV représentent une opportunité précieuse pour la société civile des milieux fragiles, mais le processus d'ENV en lui-même, le FPHN et les ODD ne sont pas encore bien compris par les acteurs et organisations de la société civile des milieux fragiles.**

Dans sa Stratégie de Communication et de Visibilité pour 2019, le Secrétariat de la CSPPS s'est fixé pour objectif d'améliorer sa stratégie pour partager, communiquer et exposer les résultats des projets, mais aussi plus généralement de populariser la mission de la CSPPS, le domaine de travail, la composition des constituantes et leur impact.

De plus, nous avons joint nos efforts avec le Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC) et les United Network of Young Peacebuilders (UNOY) pour souligner les histoires des artisans de la paix du monde entier à travers un nouveau medium. Entièrement conduit par les stagiaires de l'UNOY, de GPPAC et de CSPPS, nous avons fait de la paix un enjeu personnel avec une série de podcasts.

Avec celle-ci, nous cherchons à amener les histoires du terrain au premier plan, et nous avons continué à le faire en 2020.



The Peace Corner – ainsi est nommée cette série de podcasts – a et continuera à engager, défier et ouvrir les oreilles à beaucoup de courageuses voix, rendant la paix possible à travers le monde. La promesse de nos podcasts est personnelle. Qu'il s'agisse d'un nouveau stagiaire ou d'un artisan de la paix vétéran, chacun de nous porte une toile d'histoires définissant souvent le chemin que nous suivons. Nous souhaiterions parvenir au cœur de cette toile, laquelle connecte un vaste panel de profils et de voix.

Le thème de cette série était l' « Inclusivité ». En amenant plus de voix et d'idées autour de la table, nous croyons que nous avançons un peu plus vers l'inclusivité. Avec chaque épisode (9 au total), nous amenons des histoires personnelles de consolidation de la paix au-devant de la scène. Des praticiens discutent de leurs moyens innovants et de leur visions pour une paix inclusive. Nous avons parlé à différents artisans de la paix, travaillant dans différentes régions, tous reportant des histoires différentes. En 2019, nous avons publié des histoires du Chili, d'Uganda, d'Afghanistan, de Bolivie, de Libye et d'Ukraine, parmi d'autres. The Peace Corner Podcast est disponible sur quatre plateformes, dont [iTunes](#), [Spotify](#), [Soundcloud](#), et [Stitcher](#).

LOBBY

Influencer les politiques pour consolider l'inclusion de la société civile dans les dialogues à tous niveaux

Le troisième objectif stratégique de CSPPS, "Lobby", lie les deux autres et reflète l'une des principales raisons d'être de la Plateforme: servir de courroie, comme d'un lien inter-niveaux, qui connecte les OSC locales jusqu'au niveau international, réunies afin de pouvoir interactivement renforcer leurs voix respectives. Au cours de l'année 2019, nous avons saisi toute opportunité à notre disposition pour plaider à la faveur d'une construction de la paix inclusive, en accord avec les principes du New Deal ainsi que des ODD16+.

Nous avons participé à un large panel de discussions et forums internationaux, en représentant les points de vue de nos membres et en permettant la participation de représentant d'OSC de l'entièreté de notre réseau. Nous avons intensément participé à la production de la nouvelle Peace Vision 2019-20 de l'IDPS et nous nous sommes efforcés de maintenir toutes nos parties prenantes captivées par celle-ci en approfondissant et en rendant opérationnels ses principes clés.

Un autre domaine d'activité sous la catégorie "Lobby" a été, et continue d'être, notre encouragement actif de la société civile a contribué aux Examens Volontaires Nationaux de leur gouvernement respectif, lesquelles sont présentées au Forum Politique de Haut Niveau sur l'Agenda 2030. A travers ces activités de plaidoyer nous assurons une approche inclusive pour la réalisation de la paix transnationale, et nous encourageons les l'adhésion des acteurs concernés dans le monde entier, à tous les niveaux.

Les Equipes-Pays de la CSPPS engagent un dialogue soutenu avec les parties prenantes concernées en recherchant activement des occasions de faire pression en faveur d'une consolidation de la paix intégratrice et de l'inclusion de la société civile dans les politiques concernées. Nous le faisons auprès de l'UE, de l'ONU, de la Banque Mondiale et des institutions régionales, en collaboration avec d'autres réseaux

La Plateforme coordonne et soutient la participation de la société civile aux évènements au niveau de l'IDPS et d'autres forums politiques internationaux pertinents. Tout au long du travail effectué par ses membres, lequel contribue à soutenir et à amplifier le travail de la plateforme, nous veillons à ce que la société civile puisse contribuer de manière adéquate et significative aux processus politiques nationaux et internationaux pertinents en matière de consolidation de la paix, de construction de l'État, de prévention des conflits et de pérennisation de la paix.



La Déclaration de Rome

En mai 2019, dans le contexte de l'avant-Conférence du FPHN sur l'ODD16 de Rome, le Réseau TAP et Organisation internationale du droit du développement (IDLO) ont accueilli une pré-conférence : Civil Society Day. L'aboutissement étant l'["Amplified Commitments and Partnerships for Accelerated Action: Rome Civil Society Declaration on SDG16+"](#), qui a servi d'apport majeur aux résultats de la Conférence de Rome sur l'ODD16 et a été présenté pendant la session plénière de la conférence elle-même. Additionnellement, la société civile a eu un moment lui étant dédié, afin qu'elle présente ses messages clés pour la Déclaration de Rome, dans un communiqué à la session plénière de la Conférence. Dans une tentative de rassemblement des messages clés à inclure dans la Déclaration de Rome, les partenaires de la société civile qui ont facilité le processus de rédaction de cette Déclaration ont sollicité, avant la conférence, les contributions des différents groupes de la société civile. Cela a permis de s'assurer que les membres de la société civile qui n'ont pas pu assister à la conférence pouvaient au moins transmettre leurs messages clés pour qu'ils soient inclus dans la Déclaration de Rome.

La Déclaration de la société civile de Rome sur les ODD16+ a été l'un des points centraux de notre plaidoyer pour encourager une action accélérée sur l'ODD16 lors du FPHN de 2019 en juillet et lors du Sommet des ODD en septembre. Le vaste processus de rédaction de cette déclaration a été guidé par trois co-moderateurs de Namati, de la CSPPS et du Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict.

Examen Nationaux Volontaires et le Projet Rapport pour l'Avenir de CSPPS

Chaque année, en juillet, les Nations Unies organisent le Forum Politique de Haut Niveau à leur siège de New York afin d'examiner les

progrès accomplis dans la réalisation des ODD, de discuter des défis et des succès, et d'élaborer des recommandations pour renforcer leur mise en œuvre dans des contextes nationaux donnés. Le Forum Politique de Haut Niveau est l'occasion pour les États membres de rendre compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD à leurs niveaux, national et infranational, par le biais d'examen inclusifs, dirigés par les gouvernements, appelés Examens Nationaux Volontaires (ENV).

Les ENV visent à faciliter le partage des expériences, des succès, des défis et des leçons tirées, en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Les ENV visent également à renforcer les politiques et les institutions des gouvernements et à mobiliser le soutien et les partenariats de plusieurs parties prenantes pour la mise en œuvre des ODD. Chaque année entre 2015 et 2019, un ensemble de 6 des 17 ODD a été examiné en profondeur. Le thème du FPHN en 2019 était "Donner du Pouvoir aux Individus et assurer l'inclusion et l'égalité". Pour la première fois depuis le lancement de l'Agenda 2030 en 2015, l'ODD16 a fait l'objet d'un examen détaillé en juillet 2019 parmi un groupe d'autres ODD (à savoir 4, 8, 10, 13 et 17). L'ODD16 vise à promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives pour un développement durable, à fournir un accès à la justice pour tous et à mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives. Le FPHN de 2019 a donc constitué un événement majeur dans le cadre des travaux de la CSPPS.

Plus spécifiquement, avec le soutien du ministère français des affaires étrangères et d'EuropeAid, la CSPPS, par le biais de son projet Rapport pour l'Avenir, a assuré l'inclusion, la participation et la contribution significatives de la société civile dans les processus d'ENV - avec un accent mis sur les ODD16+ - dans les pays qui ont été examinés, à savoir la Côte d'Ivoire, la République

centrafricaine, le Tchad, la Sierra Leone, le Timor-Leste et le Nigeria.

La Plateforme a soutenu l'inclusion, la participation et la contribution significatives des OSC locales et nationales - et a veillé à ce que les principes du New Deal soient appliqués - tout au long des différentes étapes de consultation et de rédaction des rapports sur les ODD, comme prévu par les gouvernements des six pays ciblés. Nous visons à favoriser l'inclusion et à renforcer les capacités de la société civile en nous engageant de manière significative dans les différents processus d'ENV, ainsi qu'à contribuer au suivi et à l'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans le cadre de l'Agenda 2030, en mettant particulièrement l'accent sur l'ODD16.

Le soutien apporté a permis à la Plateforme de mettre en œuvre son plan de travail et d'établir des contacts avec des ONG françaises (Coordination SUD et FORUS) et avec les services compétents du ministère français des affaires étrangères afin d'explorer les possibilités de collaboration. Dans les pays sélectionnés, cela a permis à la CSPPS d'assurer, avec l'aide du Réseau TAP - et dans la mesure la plus large possible en fonction des contextes politiques locaux - l'inclusion, la participation et la contribution significative des OSC nationales et locales (notamment par une sensibilisation ciblée des organisations de jeunes et de femmes). Cela a été fait au cours des différentes étapes de consultation et de validation du processus d'ENV, à la fois par des ateliers d'orientation et de sensibilisation dans un premier temps, et par des ateliers de développement des capacités dans un deuxième temps. La CSPPS a également étendu sa collaboration avec le Réseau TAP au Nigeria et au Rwanda. Enfin, pendant et après le FPHN, la CSPPS a organisé des échanges entre pairs pour réfléchir aux expériences et aux réalisations des OSC, au profit des OSC dans les pays se soumettant au processus d'ENV en 2020.

Un aspect clé du projet Rapport pour l'Avenir était la coordination avec les points focaux de la CSPPS et les partenaires locaux sur les ateliers de renforcement des capacités pour les acteurs locaux de la société civile dans les huit pays ciblés. La CSPPS a travaillé en partenariat avec plusieurs membres de l'INCAF (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français, UE, PNUD) qui ont fourni à la fois un soutien stratégique/politique et des ressources à cet effet. Grâce au soutien méthodologique fourni par un expert consultant engagé à l'extérieur, et en coordination avec ses membres et ses partenaires locaux et internationaux, la CSPPS a pu mener à bien les ateliers prévus. Cela a permis de renforcer les capacités de la société civile locale, de saisir et de compiler ses recommandations et ses messages clés, et de garantir son inclusion et sa participation aux processus de consultation sur les ENV dans chaque pays.

Le Secrétariat a créé un rapport comparatif, contenant son analyse critique des principaux défis, des leçons apprises et des recommandations pour les OSC consultées dans la première édition (2019) du [Rapport pour l'Avenir](#). Les résultats de ces engagements ont à la fois contribué à la présentation de solides ENV à New York en juillet, mais ont également renforcé le soutien à d'autres processus qui seront lancés dans le cadre d'une approche multipartite.

Le Réseau TAP et le secrétariat de la CSPPS ont convenu d'une note d'orientation pour les partenaires des ateliers nationaux sur les ENV concernant les résultats attendus et les exigences en matière de rapports pour ces ateliers. En plus de la collaboration dans les pays sur les processus de VNR, nous avons également conclu un accord avec le réseau TAP pour que la CSPPS s'implique dans les différentes étapes de la diffusion des leçons apprises dans les différents processus d'ateliers (par le biais d'un rapport combiné et des événements parallèles du FPHN).

Principaux enseignements et réflexions du Secrétariat de la CSPPS sur la première édition du Projet [Rapport pour l'Avenir](#) :

- (1)** Les activités de consultation pour les ENV peuvent être un point de départ pour initier et améliorer le dialogue et la coordination entre le gouvernement et la société civile.
- (2)** La société civile doit prendre conscience de sa plus-value et la mettre en valeur.
- (3)** Le manque d'expérience en matière d'ENV peut être surmonté en s'organisant et en se préparant à l'avance.
- (4)** Les contextes varient ; une approche universelle n'est donc pas appropriée.
- (5)** La communication est aussi importante que la qualité de l'inclusion et de la participation.
- (6)** Lors de l'obtention du soutien financier des donateurs, il est essentiel d'inclure leurs délégations locales en tant que parties prenantes à part entière dans le processus.
- (7)** La CS comprend les possibilités offertes par le processus des ENV et souhaite en faire plus.

REFLEXIONS DE LA SOCIETE CIVILE



Projet Rapport pour l'Avenir

Eloi Kouzoundji Point Focal de CSPPS en RCA | GERDDES

Le défi majeur pour les OCS en RCA, dans le processus d'appropriation des ODD et dans leur implémentation au-delà du FPHN, sera sans doute le renforcement de leur capacités techniques et financières. (...) Le mécanisme de consolidation des achèvements, la gestion des résultats et la diffusion des processus d'ENV, devraient porter une attention particulière sur ces défis.

Diakalia Ouattara Point de Focal de CSPPS en Côte d'Ivoire | FNDP

Premières de leur catégorie en Côte d'Ivoire depuis la parution des ODD, les consultations dans le cadre des ENV de 2019 ont été de réelles occasions d'interaction, au cours desquelles les parties prenantes se sont réunies pour échanger et mutualiser des connaissances, savoir-faire et expériences, cependant innovantes. Grâce à une méthodologie originale déployées par la CSPPS, la société civile n'a pas seulement été capable de retenir de très enrichissantes expériences, mais aussi d'identifier des défis et perspectives dans l'atteinte de l'horizon 2030.

Mouldjide Ngarygam Point de Focal de CSPPS au Chad | CEPSEDA

Il est important de développer des initiatives pour renforcer les liens et institutions, afin d'assurer leur durabilité. Les organisations de la société civile proposent de construire des dynamiques qui puissent aider à créer des capacités de résilience pour que populations et institutions soient en mesure de supporter des chocs. Une attention particulière devrait être portée aux enjeux concernant la jeunesse, qui sont une bombe à retardement si non pris en charge. La jeunesse représente plus de 60% de la population et ainsi devient un facteur structurel pour toute action de développement. Les laisser de côté serait risquer de ne pouvoir achever les ODD, puisqu'ils sont réalisés pour eux.



Reporting for the Future
Final Report Study for October 2019



Vous pouvez lire et télécharger le **Rapport pour l'Avenir**, de 2019: Un Projet CSPPS soutenant la participation de la société civile dans les pays fragiles et touchés par le conflit se soumettant à un Examen National Volontaire en 2019 [ici](#).

Voices of SDG16+: Stories for Global Action Campaign

CSPPS a co-organisé et soutenu une campagne collaborative '[Voices of SDG16+: Stories for Global Action](#)', organisée avec le Réseau Transparency, Accountability & Participation (TAP), Saferworld, International Peace Institute (IPI), Conciliation Resources, Article 19, Peace Direct, GPPAC, World Vision, Pax Christi International, Life and Peace Institute, Namati et World Vision.

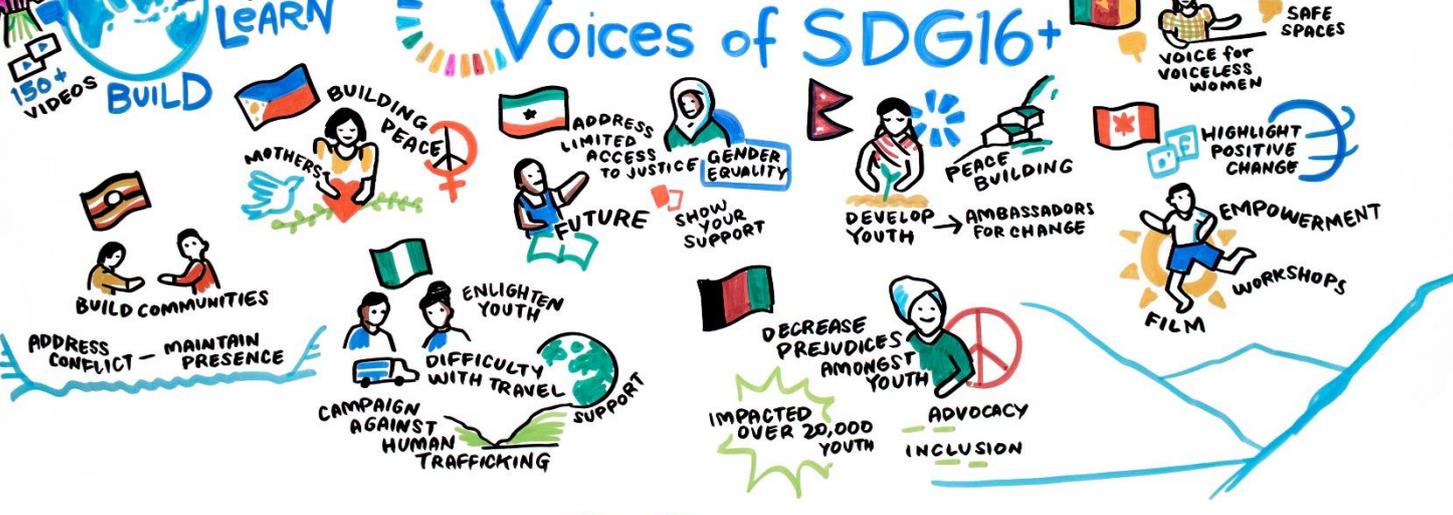
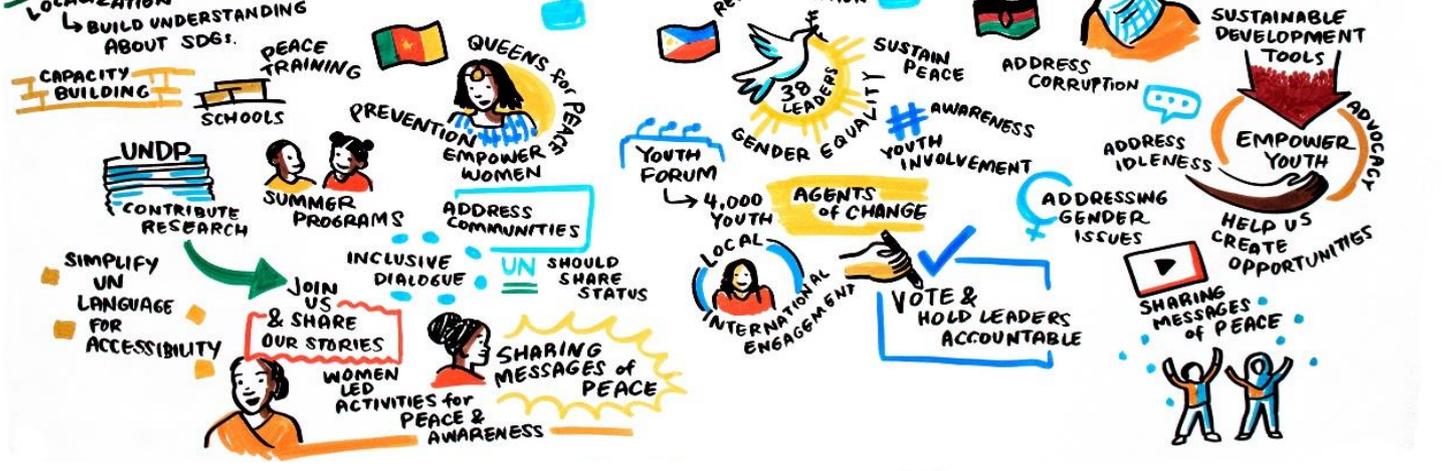
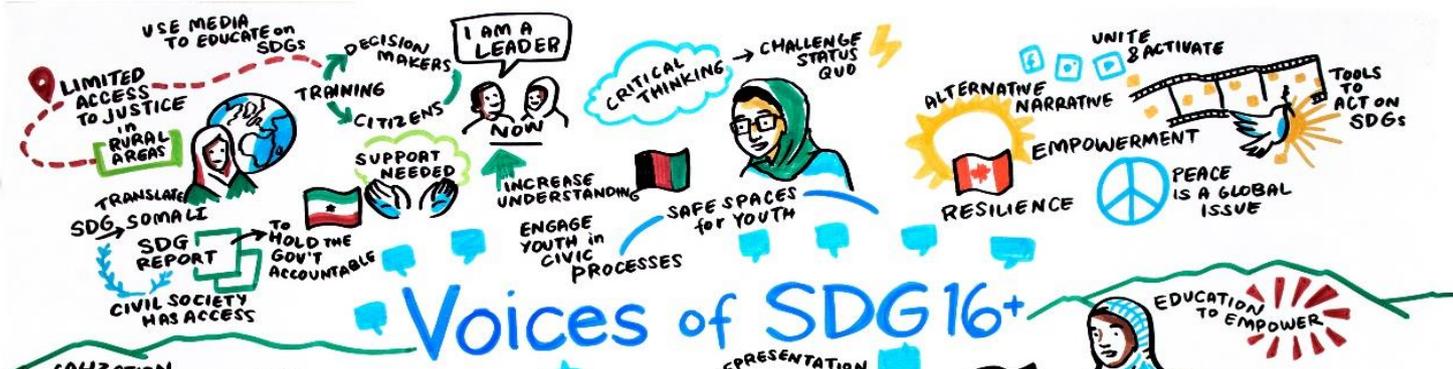
Le but de la campagne vidéo était de présenter le travail de la société civile relatif aux ODD16+, de toutes parts du monde, avec une présence sur les réseaux sociaux (ActOnSDG16) tout au long de 2019 pour dresser le portrait des ODD16+. En considérant que le FPHN de 2019 donnait une opportunité unique de rassembler la société civile, c'était l'occasion de présenter les meilleures pratiques et les initiatives innovantes de support de la mise en œuvre des ODD16+, et une chance d'explorer des opportunités de collaboration plus soutenue de la société civile à tous niveaux.

Dans la préparation du FPHN, des individus et partenaires de la société civile du monde entier ont eu l'opportunité de soumettre de courtes vidéos racontant leurs « histoires » sur les meilleures pratiques et efforts extraordinaires entrepris pour la réalisation des ODD16+ aux niveaux locaux et nationaux. Au travers de cette campagne vidéo "Voices of SDG16+", les représentants de 12 organisations du Kenya, du Cameroun, d'Afghanistan, d'Inde, du Pakistan, du Canada, du Népal, du Somaliland, des Philippines, du Nigeria, du Royaume-Uni, du Yémen, et du Guatemala ont été sélectionnés par des partenaires de campagne pour participer au

HLPF en personne, où ils ont pu partager leur travail avec la communauté de l'ONU et des artisans de la paix. La campagne avait pour but de fournir des opportunités dynamiques et uniques pour un dialogue interactif entre les partenaires de la société civile travaillant à faire avancer les ODD16+ dans leurs propres contextes nationaux au travers du monde, et de présenter leurs histoires – incluant à la fois succès et défis – ainsi que des engagements concrets pour faire avancer l'ODD16+.

La campagne a reçu plus de 200 candidatures d'OCS du monde entier. Parmi les vidéos sélectionnées, deux d'entre elles étaient des membres de la CSPPS : Youth Without Borders Organisation for Development du Yémen, et Afghans for Progressive Thinking (APT) d'Afghanistan. Sofia Ramyar, de l'APT, a présenté leurs récits lors d'événements parallèles (tables rondes politiques et événements publics) très fréquentés lors du FPHN 2019. Malheureusement, Maged Sultan du Yémen n'a pas obtenu son visa de voyage pour participer au FPHN.

Dans l'ensemble, la campagne a reçu des réactions très positives. Les participants ont noté que les histoires présentaient des exemples de la façon dont l'ODD16+ est mis en œuvre et a un impact positif sur la vie des individus. Les événements ont été l'occasion d'entendre des acteurs locaux, et non pas seulement des acteurs internationaux. En retour, ces expériences de terrain ont été placées au centre des discussions politiques du HLPF. Il a été noté qu'il existe un besoin de maintenir l'élan vers l'avant et un besoin de plus de financement, ainsi qu'une présence en ligne. Il pourrait également être utile d'intégrer les histoires de cette initiative dans les processus officiels d'ENV si elle est entreprise à nouveau dans les années à venir.



Le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) de 2019

En marge du FPHN de 2019 au siège de l'ONU en juillet, et dans le cadre de la campagne collaborative "[Voices of SDG16+ : Stories for Global Action](#)", les créateurs des 13 contributions sélectionnées ont été invités à s'exprimer lors de deux événements organisés par la campagne le jeudi 11 juillet à New York. À leur arrivée le mardi 9 juillet à New York, les participants ont été accueillis par les partenaires de la campagne. Le lendemain, ils ont d'abord assisté à un événement parallèle du FPHN, organisé par le Réseau TAP, intitulé, "Leaving No One Behind: Civil Society on the Front Lines of Action on SDG16+". Par la suite, ils ont passé le reste de la journée en sessions de planification pour préparer l'événement "Voices of SDG16+" du lendemain.

Le 11 juillet 2019, la campagne a organisé deux événements pour la campagne "Voices of SDG16+". Ces deux événements ont permis de présenter les histoires des acteurs de la paix de la campagne, qui ont partagé leurs travaux novateurs sur l'accès à la justice, la participation politique des femmes, la consolidation de la paix chez les jeunes, l'éducation non violente et la prise de décision inclusive.

La première partie de l'événement était une table ronde, sur invitation exclusivement, avec les participants et les experts de la communauté ODD16+. Cette table ronde d'experts s'est concentrée sur le travail que ces agents du changement ont accompli pour faire progresser les ODD16+ dans leurs communautés. Ils ont eu l'occasion de raconter leurs histoires sur les meilleures pratiques et les efforts entrepris aux niveaux national et local. Ce fut l'occasion pour tous les participants de partager leurs propres expériences et d'échanger les leçons tirées de ces dernières années de mise en œuvre. L'événement a été très fréquenté et les participants et les experts ont participé à un dialogue dynamique autour des véritables

défis et opportunités de la mise en œuvre des ODD16+.

La deuxième partie de l'événement était un forum politique ouvert, qui a également été très fréquenté. Le forum politique a permis de visionner des extraits des vidéos gagnantes de la campagne et d'entendre deux présentations modérées par les participants à la campagne. Une fois de plus, la campagne a reçu un grand nombre de commentaires positifs sur la représentation des origines basiques qu'elle a contribué à faciliter lors de ce forum politique.

Les événements ont reçu des commentaires très positifs de la part des participants, dont beaucoup ont noté qu'ils étaient très nécessaires et ont accueilli favorablement le changement de rythme par rapport aux procédures officielles du HLPF en présentant les perspectives des partenaires de la société civile.

Le 13 juillet 2019, les participants ont assisté à d'autres événements du FPHN, notamment un événement sur les études de cas nationaux du Réseau TAP, l'examen officiel de l'ODD16 par le FPHN, des réunions bilatérales et d'autres occasions.

En outre, en marge du HLPF 2019, une délégation de la CSPPS composée de membres de la société civile de la Côte d'Ivoire, du Tchad, de la République centrafricaine, de la Sierra Leone, de l'Afghanistan, du Nigeria et d'un consultant expert du Cameroun ainsi que de membres du Secrétariat de la CSPPS a assisté et participé à des événements parallèles liés à l'ODD16, parfois (co-)organisés par des partenaires de la CSPPS. Les OING membres de la Plateforme - FriEnt, Saferworld, UNOY, GPPAC et World Vision - étaient également présentes.

Les engagements autour du HLPF ont commencé par un atelier conjoint organisé par le CSPPS en coordination avec Namati, GPPAC, le Réseau TAP et Saferworld, où nous avons présenté les meilleures pratiques sur la manière dont la société civile a fait progresser les ODD16+. L'événement parallèle nous a donné l'occasion de mettre en lumière le travail effectué dans le cadre du projet "Rapport pour l'Avenir" et des ateliers nationaux sur l'ODD16 organisés et accueillis par la CSPPS, le Réseau TAP et une série de nos partenaires locaux. La réunion a également permis de réfléchir à la Déclaration de Rome de la société civile sur les ODD16+.

Il y a également eu un événement parallèle à la Mission Coréenne le vendredi où un rapport conjoint des OSC sur "[Empowering Civil Society for National Reporting and Action on SDG16](#)" a été publié. Le CSPPS a contribué à cette publication en y consacrant un chapitre, après quoi nous avons également été invités à prendre la parole lors de l'événement parallèle.

Le vendredi après-midi a été consacré à l'examen thématique de l'ODD16. Un membre du secrétariat de la CSPPS, Marina de Paiva, a parlé au nom de la société civile et a souligné la nécessité d'accélérer les actions pour réaliser la vision de l'ODD16 et ne laisser personne derrière. Marina a également fait référence à la Déclaration de Rome de la société civile, dans laquelle celle-ci appelle tous les acteurs à respecter leurs engagements à construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Au cours du weekend, le Global Partnership for Effective Development Cooperation ([GPEDC](#)), une plateforme faisant progresser l'efficacité des efforts de développement de tous les acteurs et visant à obtenir des résultats durables et à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), a tenu une réunion de haut niveau. Diakalia Ouattara et Eloi Kouzoundji, délégués de la société civile de la CSPPS de

Côte d'Ivoire et de République centrafricaine, respectivement, ainsi que l'OSC Partnership for Development Effectiveness (CPDE), ont participé à un comité qui a examiné les défis et les possibilités d'une coopération au développement efficace dans des contextes fragiles.

Au cours de la deuxième semaine, les présentations d'ENV ont commencé et les délégués de la CSPPS de la RCA, de la Côte d'Ivoire, de la Sierra Leone, du Tchad, du Cameroun, du Ghana et du Timor-Leste ont assisté à leurs présentations d'ENV respectives.

Le lundi 15 juillet, le secrétariat de l'IDPS a organisé une réunion ministérielle à la Mission permanente du Canada auprès des Nations unies, au cours de laquelle la Peace Vision 2019-2021 de l'IDPS a été officiellement lancée. Theophilus Ekpon s'est exprimé sur le panel de l'événement en tant que président du CE de CSPPS et du point focal pour le Nigeria.

Le lendemain, Marina du secrétariat de la CSPPS a eu un deuxième temps de parole lors de l'événement sur les ODD16+ et the Future We Want. Là encore, elle a discuté de la Déclaration de Rome et a demandé une action accélérée sur les ODD16+.

Le même jour, FriEnt, membre de la CSPPS, a organisé l'événement parallèle "Breaking Silos : Showcasing integrated Solutions to Help Achieve SDG16, Gender and Land-related SDGs" à la Mission permanente de l'Allemagne auprès des Nations Unies. Cet événement parallèle a montré comment les luttes peuvent être une force positive pour un changement catalytique - par exemple, lorsque des pauvres sans terre sont pris au sérieux et accèdent à la terre. FriEnt a également lancé son rapport "[Land and Conflict Prevention: How integrated solutions can help achieve the Sustainable Development Goals](#)".

Sofia Ramyar, de Afghans for Progressive Thinking (APT), une organisation partenaire du CSPPS, a prononcé un discours sur [Youth, Peace and Security at the United Nations Security Council](#).

Tout au long des deux semaines, le CSPPS a également participé à diverses réunions bilatérales avec des partenaires clés à New York (notamment WFUNA, le PNUD, le Réseau TAP, etc.) pour discuter et convenir des prochaines étapes des collaborations et des partenariats - également en vue du Sommet des ODD, du Forum 16+ et d'autres engagements.

La Réunion Annuelle 2019 de CSPPS Plus Forts Ensemble : Action Coordinée sur la Localisation des ODD16+

[La réunion annuelle de CSPPS de 2019](#) a eu lieu du 4 au 7 décembre à Addis-Abeba, en Éthiopie. Elle a rassemblé plus de 40 participants du monde entier, dont des membres de la CSPPS, des partenaires clés, des consultants et des experts en consolidation de la paix. La réunion a été organisée pour réfléchir sur les activités passées et pour convenir de points d'action stratégiques communs pour les années à venir dans le cadre de la Peace Vision de l'IDPS, de notre travail dans le domaine des ODD16+ et d'autres activités.

Le premier jour de la réunion annuelle de la CSPPS a été consacré à la réunion du Comité exécutif (CE) de la CSPPS, pour réfléchir aux performances de celui-ci et du Secrétariat de la CSPPS. La CE a examiné le plan de travail de la Plateforme et a préparé la réunion du Groupe Restreint. Cette réunion a été suivie par la Réunion du Groupe Restreint de CSPPS (RGR) pendant les trois jours suivants. Les journées ont été riches en échanges entre les membres de la CSPPS du Sud et du Nord, qui ont partagé leurs expériences, les leçons apprises, les succès et les défis rencontrés

dans leur travail quotidien, comme pour les expériences d'ENV, les trois groupes de travail sur les thèmes de la Peace Vision de l'IDPS et plus encore. Cela a servi de base pour discuter et convenir des priorités d'action de la CSPPS afin de faire avancer le programme de la Plateforme, et en particulier, comment soutenir au mieux l'opérationnalisation des trois priorités thématiques de l'IDPS.



Une journée "Lobby & Plaidoyer" était également à l'ordre du jour, où le Groupe Restreint a rencontré la délégation de l'Union Européenne en Éthiopie. En outre, un Groupe Restreint de représentants de la CSPPS s'est rendu à la Direction des citoyens et de la diaspora du bureau de l'Union Africaine (UA) pour discuter des options possibles de partenariat avec ces institutions afin de faire connaître les préoccupations de nos membres à ce niveau. En outre, le Secrétariat de la CSPPS a organisé, en marge de notre réunion annuelle de 2019 à Addis-Abeba, un événement parallèle en collaboration avec la délégation de l'Union Européenne en Éthiopie. La réunion s'est articulée autour de deux thèmes centraux : la contribution de la société civile à la mise en œuvre de la Peace Vision de l'IDPS (y compris le lancement d'un rapport sur le secteur privé que nous avons produit avec Oxfam Novib), et nos efforts pour localiser les ODD16+.

Comme mentionné précédemment dans ce rapport, en préparation de la réunion annuelle de la CSPPS, la Plateforme a créé trois groupes de travail pour discuter, réfléchir et convenir de recommandations préliminaires pour le

positionnement de la CSPPS dans le contexte de la mise en œuvre de la Peace Vision de l'IDPS. Les résultats des groupes de travail ont été présentés pour être discutés plus amplement avec tous les participants. Ce fut également l'occasion pour les représentants de l'IDPS, parmi lesquels S. E. Francis Kaikai de la Sierra Leone (via une déclaration vidéo enregistrée), coprésident du g7+, et Ajit Singh du Bureau canadien des affaires mondiales (le Canada étant coprésident de l'INCAF), de présenter la Vision et les efforts qu'ils y consacrent. Cette présentation a permis de contextualiser davantage la recommandation des groupes de travail et de convenir des prochaines étapes.



La société civile a discuté des défis rencontrés dans leur propre contexte national et s'est mise d'accord sur les paramètres et les stratégies à prendre en compte dans l'approche de la CSPPS. La manière de reconnaître les risques liés à la promotion de la consolidation de la paix dans des contextes fragiles a été un point clé, car certains projets doivent être arrêtés parce qu'ils sont trop sensibles. Pour cela, nous avons besoin d'une approche contextuelle pour aborder ces questions sur le terrain. En outre, le

rétrécissement de l'espace civil a été souligné, ainsi que les difficultés rencontrées par les OSC pour faire entendre leur voix au niveau national, de même que la nécessité d'adopter une approche contextuelle. Afin d'accéder aux gouvernements et de favoriser la confiance verticale, nous avons besoin de personnes stratégiques, informées et éduquées pour fournir une expertise neutre. En outre, les membres du groupe restreint ont fourni quelques exemples contextuels de mise en œuvre de ces paramètres et recommandations sur le terrain.

La réunion annuelle de la CSPPS de 2019 a été un événement stimulant et réussi qui a permis de rassembler de nombreuses expériences et perspectives de valeur. Cela a permis de créer de nombreux liens entre les parties prenantes pour une plus grande collaboration. Les participants étaient tous activement impliqués et désireux de se mettre d'accord sur le positionnement et les stratégies pour l'année à venir. Ils ont apporté leurs défis, leurs besoins et leurs voix à la discussion. La CSPPS doit maintenant aller de l'avant et continuer à traduire ces idées en actions avec ses partenaires.



EVENEMENTS PRINCIPAUX DE SENSIBILISATION DE 2019



FEVRIER

Réunion de l'OCDE/DAC sur le Suivi du soutien pour les ODD – Le cas de la paix et de la sécurité, OCDE, Paris, le 5 février

Justice Partners Forum organisé dans le contexte de la Task Force sur la Réunion de la Justice – organisé par Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, La Haye, le 7 février

Justice Week organisée par Saferworld sur l'Amélioration de l'Accès à la Justice au Somaliland et Réunion Initiale sur le document de travail sur la Justice Transitionnelle et les ODD16+ au Bureau KPSRL, La Haye, le 8 février

MARCH

63e Commission sur le Statut des femmes (CSF): Centralité de l'Egalité des Genres Gender à la Cohesion Nationale et au Renforcement de la Paix Durable, New York, le 12 mars

Forum Annuel des Points Focaux de l'UE pour les DH, la Démocratie et la Société Civile, Bruxelles, du 25 au 29 mars

APRIL

Forum Régional de l'Afrique sur le développement Durable de 2019, Marrakech, du 16 au 18 avril

Avancer sur les Objectifs de Développement Durable pour Promouvoir le Renforcement de la Paix, Réunion de la direction des Agences UNOCA, Sao Tome & Principe, du 24 au 25 avril

MAY

SDG Global Festival of Action, Bonn, de 2 au 4 mai.

2019 Stockholm Forum on Peace and Development, Stockholm, de 14 au 16 mai.

Réunion des experts de Rome sur les ODD16+ organisée by IDLO, UNDESA et le gouvernement italien pour apporter des ajouts à la revue formelle de l'ODD16 au FPHN2019, Rome, 26 mai.

JUNE

Journées Européennes du Développement 2019, Bruxelles, du 17 au 19 juin.

2019 Academic Council on the United Nations System (ACUNS), Stellenbosch, du 19 au 21 juin.

g7+ Justice Réunion Ministérielle, La Haye, 19 juin.

5e Réunion Ministérielle du g7+, Lisbonne, du 26 au 27 juin.

IDPS Réunion du Groupe de Pilotage, Lisbonne, 28 juin.

JULY

Forum Politique de Haut Niveau 2019, siège de l'ONU, New York, du 9 au 18 juillet.

AUGUST

Troisième Conférence de l'ONU sur la Mise en Œuvre des ODD dans la région du bassin du Lac Tchad, siège de l'ONU, New York, du 5 au 6 août.

Entraînement sur l'Inclusion du Genre dans le Renforcement de la Paix et la Construction de l'Etat, Kampala, du 19 au 22 août.

SEPTEMBER

Sommet des ODD, siège de l'ONU, New York, du 24 au 25 septembre.

OCTOBER

ODD16+ stratégie de la communauté mondiale avec les principaux responsables de l'ODD16 des États membres et de la société civile, Londres, du 3 au 4 octobre.

Conférence EPLO sur le Bassin du Lac Tchad Basin, Bruxelles, 10 octobre.

Conférence Annuelle KPSRL - CSPPS, GPPAC et le MEA néerlandais, session: « Après quatre ans de mise en œuvre des ODD16+ : Comment pouvons-nous accélérer son impact local sur la justice, l'inclusion et la paix ? », La Haye, 10 octobre.

4e Conférence d'Echange sur le Yémen, Beirut, du 21 au 26 octobre.

Forum Localiser l'Agenda 2030: Construire sur Ce Qui Fonctionne, Gambie, du 28 octobre au 1^{er} novembre.

NOVEMBER

Forum 16+ événement de Présentation Annuelle, Dili, du 11 au 14 novembre.

DECEMBER

Réunion Annuelle du Comité exécutif et du Groupe restreint de CSPPS, Addis-Abeba, du 4 au 7 décembre.

Vue d'Ensemble des projets de soutien de CSPPS de 2019

Pays	Organisation	Sujet
Burundi	Fontaine ISOKO + 4 membres de l'Equipe-Pays du Burundi	Projet de renforcement des organisations du Burundi engagées à suivre le New Deal dans le processus de réalisation des ODD, de la paix et de la sécurité.
Guinée	ODDI	<ul style="list-style-type: none"> - Capacitation des militants de la Société Civile et des élus des Exécutifs Communaux sur la Médiation comme moyen de Prévention, de Résolution des Conflits et comme Vecteur de Développement Communautaire - Atelier national pour le renforcement des capacités des OSC et la capitalisation des défis du New Deal et des ODD dans un contexte de fragilité, Momou (République de Guinée)
Népal	AAPRD	Proposition de réaliser une analyse des conflits dans le pays afin de persuader les organisations de la société civile de concevoir des programmes de consolidation de la paix et de construction de l'État pour l'Equipe-Pays népalaise
Nigeria	CSDEA	<ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre l'IDPS/New Deal, l'UNSCR 2250 et les ODD au Nigeria - Publication des Rapports sur le Rôle des Jeunes dans la Prévention de l'Extrémisme Violent dans le Bassin du Lac Chad, et l'Indépendante étude de Progrès sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité
Papouasie Nouvelle Guinée	PEACE Foundation Melanesia	PEACE Foundation Melanesia Amélioration des Capacités pour une Mise en Œuvre Effective des Objectifs de CSPPS
Sierra Leone	Sierra Leone War Trust for children	Atelier Stratégique sur la Forge de la Cohésion Nationale
Togo	Floraison	Projet pour mettre en place une Equipe Pays de la CSPPS et un suivi du New Deal en lien avec le Plan de Développement National (PDN) pour la réalisation des ODD au Togo
Yémen	YWBOD	Yemenis' Peace Voice (YPV). Soutenir et Engager des coalitions de la CS dans le Soutien de la Paix au Yémen

Communications et Stratégie de Divulgence pour 2020

Une stratégie de communication et de sensibilisation actualisée a été lancée en 2019 afin d'accroître la visibilité de la CSPPS au-delà de la plateforme, afin de promouvoir le travail de ses membres ainsi que l'impact sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits auprès des parties prenantes externes. La stratégie visait à clarifier et à populariser la mission, le mandat, le travail, l'impact et la composition du réseau ainsi que la portée de la CSPPS auprès des OING, des donateurs et des acteurs de la société civile établis dans des contextes fragiles. Le site Internet de la CSPPS fonctionne comme le point central de diffusion des nouvelles sur les résultats des projets, les ressources, les activités et autres informations pertinentes. En outre, la CSPPS utilise une série de comptes sur des réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook, Twitter, Instagram), un podcast et un bulletin d'information pour communiquer nos activités sous diverses formes.



LOCALISING SDG16+

Animation vidéo sur la localisation de l'Agenda 2030, les processus d'ENV et du FPHN

Dans le but d'illustrer le travail de la société civile locale en 2019 et la localisation de l'Agenda 2030, y compris dans le contexte des consultations pour les ENV, cette animation vidéo montre comment certains membres et équipes nationales de la CSPPS qui ont participé et contribué aux consultations et aux processus d'ENV menés par le gouvernement pourraient contribuer à localiser la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable au niveau national. [Regardez l'animation ici.](#)

L'animation explique (1) ce que sont les consultations pour les ENV, illustre pourquoi les consultations et les processus d'ENV sont pertinents pour la société civile locale, (2) quel intérêt les organisations de la société civile locale travaillant sur les ODD16+ ont à participer et à contribuer aux consultations pour les ENV nationaux, menés par leur gouvernement, et (3) quelles sont les opportunités et les défis auxquels elles pourraient être confrontées et comment, en relevant ces derniers défis, ils peuvent (a) établir une relation de travail solide avec les institutions gouvernementales nationales, les donateurs extérieurs et les partenaires internationaux, (b) contribuer activement à faire état des résultats et à formuler des recommandations pour faire progresser la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans leur pays, et (c) mettre en valeur le travail de la société civile et imprégner ce processus de consultation mené par le gouvernement du point de vue



La DG de la Commission Européenne pour la Coopération Internationale et le Développement (DEVCO)

La subvention de fonctionnement que la CSPPS a signée avec la DEVCO à la fin de 2018 est un produit positif de la relation fructueuse que la CSPPS entretient avec le point focal de l'UE dans le cadre du Dialogue International. En effet, grâce à un engagement constant avec l'Unité Fragilité de la DEVCO (B2), la CSPPS a pu sensibiliser l'UE sur le rôle clé que la Plateforme joue - et cherche à jouer à l'avenir - au sein de l'IDPS. L'Unité Fragilité de DEVCO a ensuite réalisé le potentiel de la Plateforme en amplifiant la voix de la société civile au sein de l'IDPS, en plus de la pertinence du mandat de la CSPPS pour la politique d'aide au développement de l'UE.



2-year Operating Grant
(Jan 2019 – Dec 2020)



€ 2 million

Après des échanges réguliers entre la CSPPS et l'unité "Fragilité" de la DEVCO, les discussions se sont ensuite ouvertes à l'Unité Société Civile de la DEVCO (A5), qui y a participé. Les efforts visant à mieux coordonner les activités et à relier les mandats entre la CSPPS, l'Unité Fragilité de la DEVCO et l'Unité Société Civile se sont concrétisés par une approche en trois étapes : (1) organiser une session orientée vers la CSPPS sur la République centrafricaine et le EU Bêkou Trust Fund aux Journées Européennes de Développement à Bruxelles; (2) établir un partenariat entre l'UE et les représentants des pays de la CSPPS ; et (3) travailler avec l'unité de la société civile du DEVCO sur les possibilités de soutenir le travail de la CSPPS. Cela a finalement conduit à l'élaboration et à la signature d'une subvention de fonctionnement de deux ans entre la DEVCO et la CSPPS, soutenant cette dernière dans la mise en œuvre de son plan de travail 2019-2020.

APERÇU STRATÉGIQUE 2020... Puis vint la COVID-19

Le soutien continu fourni par la subvention de fonctionnement UE/DEVCO permettra à la CSPPS de poursuivre et de développer les activités décrites dans le présent rapport annuel. ... Normalement, cette première phrase devrait être suivie d'une élaboration sur les nouvelles idées, plans et opportunités stratégiques qui ont été identifiés comme un suivi approprié et opportun à donner aux efforts de la société civile qui garantirait la contribution significative de la CSPPS aux processus politiques nationaux et internationaux pertinents sur la consolidation de la paix, la construction de l'État, la prévention des conflits et le maintien de la paix ... Mais ensuite vint la COVID-19...

La percée de la pandémie de COVID-19 qui a débuté au début de l'année, a inévitablement affecté le travail de la CSPPS, de nos membres et de nos homologues.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons été en contact rapproché avec les membres de notre Plateforme pour nous informer de leurs situations, activités, problématiques et accomplissements. Nous avons conduit deux sondages, l'un fin mars et un autre fin mai, et avons conduit des entretiens de fond, lesquels sont relatés dans notre série d'articles sur l'action locale contre la COVID-19 dans le contexte de notre vision de long terme sur la construction de la paix et la prévention des conflits.

A la suite de notre premier sondage, nous avons fait paraître une déclaration appelant à une inclusion universelle de la société et défendant une approche qui soit sensible aux conflits dans la lutte contre la pandémie et de ses conséquences. Ce message a fait partie intégrante de notre plaidoyer, y compris de celui réalisé dans le cadre du tripartite [International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding](#), duquel nous sommes la constituante représentant la société civile.

A l'échelle de la Plateforme, nous avons re-calibré notre vision stratégique initiale, et ajusté notre plan d'activité précédemment ébauché pour l'année. Notre première et principale tâche est de percevoir comment maintenir au mieux nos activités en cours, tout en supportant nos membres dans la gestion de la crise actuelle.

Notre personnel a naturellement dû composer avec certaines contraintes ; nous avons donc revu nos politiques de travail afin de garantir que la santé et la sécurité du personnel prévaudront toujours. Ces bouleversements ont également placé nos relations extérieures dans une position critique. Divers défis ont dû être relevés, tels que les difficultés techniques et technologiques pour atteindre nos interlocuteurs, ou les différentes restrictions que nos membres ont eu à respecter.

Ces nombreux impératifs ont par conséquent impliqué une incertitude flagrante quant à la mise en œuvre de nos activités telles qu'elles étaient envisagées avant la pandémie. Dans ce contexte, nous estimons qu'il est également important de ne pas oublier de prêter attention aux besoins connexes de nos membres, qui ne sont pas nécessairement liés à cette pandémie et qui pourraient souffrir d'une perte de considération ou même d'une réallocation des fonds.

Cependant, étant donné que l'objectif de la CSPPS est précisément de fournir une assistance à nos membres dans les situations de crise, nous demeurons prêts à affronter ces difficultés à leur côté, de la meilleure manière possible. Nous avons pu construire une certaine résilience dans nos méthodes de travail. Nous avons remarqué que la virtualisation, en particulier lorsqu'elle est appliquée à l'organisation d'événements, s'est avérée bénéfique dans la mesure où elle a facilité une participation plus large et plus démocratisée - nous pouvons prendre comme exemple le succès de l'événement "Voices of SDG16+".

La pandémie n'a pas seulement été un problème avec lequel il a fallu travailler, mais aussi un problème sur lequel il faut travailler. Étant donné que la COVID-19 a suscité de nouvelles préoccupations, notamment en ce qui concerne la société civile et ses relations avec les autorités étatiques et la consolidation de la paix, nous avons été en contact étroit avec l'ensemble de nos membres. [Nous avons travaillé sur plusieurs rapports se concentrant sur différentes dimensions de la crise et les avons reliées à des contextes nationaux spécifiques](#) (par exemple, du [Cameroun](#), de [Libye](#), du [Liberia](#), du [Yémen](#), de [Sierra Leone](#), de [Somalie](#), ainsi que de [Syrie](#).)

Enfin, nous avons récemment compilé des données et publié un rapport complet sur l'impact de la pandémie sur nos membres : [« Lutter contre la COVID-19, Consolider la Paix – Ce que les Artisans Locaux de la Paix Disent de la COVID-19, Espace Civique, Fragilité et Vecteurs de Conflit »](#). Nous avons également été en mesure, en collaboration avec l'IDPS, de faire des [déclarations et des recommandations](#) à ce sujet afin que les réponses nationales à la pandémie soient non seulement respectueuses du bien-être de la société civile, mais l'incluent aussi, et soient sensibles aux situations de fragilité et de conflit. Alors que nous entrons dans la seconde moitié d'une année historique, nous espérons pouvoir compter sur votre soutien continu à notre travail et nous attendons avec impatience de pouvoir rendre compte de nos nouvelles réalisations, malgré la COVID-19, dans le prochain rapport annuel.

Merci de rendre notre travail possible.

COORDONNÉES



**CIVIL SOCIETY
PLATFORM**
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

Cordaid, dans le cadre de son engagement à répondre à la fragilité, accueille la Plateforme pour la Consolidation de la Paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS). Le Secrétariat est géré et coordonné par Peter van Sluijs, Stratège Supérieur chez Cordaid.

Vous trouverez joints les coordonnées du Secrétariat; s'il vous plait n'hésitez pas à nous contacter pour toute question que vous pourriez avoir.

info@cspps.org

CSPPS

c/o Cordaid

Grote Marktstraat 45, 2511 BH

La Haye, Pays-Bas

CSPPS Secretariat Staff

Peter van Sluijs

Coordinateur du Secrétariat

E: Peter.van.Sluijs@cordaid.org

Marina de Paiva

Responsable de Programme

E: Marina.de.Paiva@cordaid.org

Charlotte de Harder

Responsable de Programme

E: Charlotte.deHarder@cordaid.org

Jade Adler

Stagiaire

E: Jade.Adler@cordaid.org

Delphine Callebaut

Stagiaire

E: Delphine.Callebaut@cordaid.org

Site Internet
www.cspps.org

Twitter
[@idps_cspps](https://twitter.com/idps_cspps)

Facebook
[@civilsocietyplatform](https://www.facebook.com/civilsocietyplatform)